

Le magazine du syndicat des industries de Madagascar

expansion

MADAGASCAR

numero 19 - juin-juillet. Ar. 9 000

JEAN LUC RAMAMONJIARISOA

« Les entreprises font face à une mutation technologique, culturelle et démographique importante »

GRAND DOSSIER

Focus sur les finances

BUDGET DE L'ÉTAT

Priorité aux investissements publics

Entretien avec Amiraly Hassim, nouveau président du SIM

DIALOGUE ET PARTENARIAT

Édité par Becon

EM - 2019 - AR. 9 000



1 201601 090004





Tratry ny asaramanitra

À l'occasion de la fête nationale,
nous souhaitons à tous nos compatriotes
nos meilleurs vœux de bonheur, de joies et de prospérité.





Le poulet de chez nous

SANS HORMONES • SANS ANTIBIOTIQUES • NOURRI AUX CÉRÉALES • VITA MALAGASY



Photos: www.chantecler.com

 Panagora

Distribué par PANAGORA
Tél. : 032 11 077 65 | Email : contact.panagora@eclosia.mg

5 Éditorial. Soroka miara-milanja, tongotra miara-mamindra

Actualités

- 8 Décryptage. Secteur extractif. Une étude pour valoriser les ressources minières
- 10 Décryptage. Jean Luc Ramamonjariisoa. « Les entreprises font face à une mutation technologique, culturelle et démographique importante »
- 12 Décryptage. Croissance et développement. « Une croissance durable doit favoriser le secteur industriel dans le long terme »
- 18 Focus. Inclusion financière. Des signes de progrès mais le pays a du retard à rattraper
- 20 Focus. Politique monétaire. Un deuxième taux directeur pour stimuler les investissements
- 22 Focus. Loi des finances rectificative. Priorité aux investissements publics
- 24 Focus. Emmanuel Cotsoyannis. « Les ressources financières pour accompagner et pour financer les entreprises sont disponibles »
- 26 Entretien. Amiraly Hassim: « Il ne doit plus avoir d'hésitations dans les prises de décision »
- 32 Marché. Consommation. La filière avicole prend son envol
- 34 Marché. Mihanta Ramanantsoa. « Mettons en avant nos ressources naturelles »

Vie du SIM

Leaderchic

- 40 Interview. Fela Razafinjato « Il faut collaborer avec les industriels pour améliorer l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap »
- 46 Livres

Les entreprises et les organismes cités dans ce numéro

Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) - Banque Mondiale - Extractive Industry Transparency Initiative (EITI) - Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP) - Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar (GFEM) - Miarakap - Mihanta Cosmétique - Panagora

10

16

28

38

Syndicat des Industriels de Madagascar

Immeuble PREMIUM 3^{ème} étage
Ex-Village des Jeux
Antananarivo 101
+ 261 20 22 240 07
www.sim.mg

Syndicat des Industriels de Madagascar

Fondateurs

Hery Ranalivosoa - Fredy Rajaonera
Damase Andriamanohisoa - Frank Fohine
Stéphane Raveloson - Karim Banday
Francis Rajaobelina - Laurent Rajaonarivelo
Claude Ratelarisoa

Directeur de publication

Amiraly Hassim

Directeur général

Tantellaniniza Rakotomalala

Directeur de création

Toky Rajaona

Rédacteur en chef

Andriamanambe Raoto

Chef de publicité

Anjasa Randrianasolo
Miangaly Andrianaly

Maquette

Andry Rabenandrasana

Attaché de production

Mampisonona Rasoloariny

Secrétaire de rédaction

Pela Ravallitera

Équipe éditoriale

Hilda Hasinjo - Iharivelo Randriainina
Mitsinjo Alisoatiana - Julie Raharisoa
Van-Lee Behaja

Crédits photos

Andry Randrianarisoa - Arisamy
Kandriamaro - Felana Rajaonarivelo/Fireflies
Mirakap

Règle publicitaire et abonnement

office@mg-becom.com
magazine@mg-becom.com
+261 34 02 002 02

Pour contacter la rédaction

redchef@mg-becom.com
+261 34 09 324 75

Imprimé par

XPRINT

Expansion Madagascar est une publication de



Expansion Madagascar est une marque déposée auprès de l'OMAPI. La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Expansion Madagascar est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Expansion Madagascar décline toute responsabilité pour les documents remis.



AMIRALY HASSIM
Président du SIM

« Soroka miara-milanja, tongotra miara-mamindra* »

* Tout seul nous allons plus vite, ensemble nous allons plus loin (proverbe africain).

Chers lecteurs, C'est avec honneur et responsabilité que je prends la tête du SIM à laquelle m'ont porté mes pairs, les industriels de Madagascar que je remercie chaleureusement. Les défis sont importants, qui plus est dans ce moment charnière que vit notre pays, et je mesure la mission que m'ont confié les membres du Syndicat : défendre et fédérer l'industrie malgache, mais également promouvoir son développement et une conduite des affaires irréprochable.

Cela passe avant tout par le dialogue. Un dialogue avec les pouvoirs publics tout d'abord. Depuis quelques années, l'Administration est en phase avec les besoins du secteur privé et cela se ressent. Certes, tout n'est pas parfait mais les améliorations sont notables et bénéfiques de part et d'autre, et il y a des signaux qui montrent une forte volonté d'aller de l'avant : la lutte contre la concurrence déloyale, le soutien au « Vita Malagasy », la réforme du cadre légal et fiscal, etc. Il est important de capitaliser sur tout cela pour construire l'avenir.

Ensuite, il est important d'asseoir le dialogue entre les opérateurs économiques, et notamment les industriels. Il doit y avoir une véritable cohésion entre les acteurs du secteur privé afin que leur voix soit entendue, et cela passe par un alignement des intérêts de tous. Le SIM entend devenir une plateforme d'échange public-privé et privé-privé, et j'appelle l'ensemble des parties prenantes à se donner la main pour matérialiser cet objectif afin que nous devenions une force sur laquelle Madagascar peut compter.

L'industrie est le moteur principal du développement d'un pays, et plusieurs exemples à travers le monde le démontrent. L'industrialisation à l'échelle nationale est donc une nécessité absolue pour enclencher, mais surtout pour rendre durable, ce développement et pour en maximiser

les retombées par la création d'emplois et l'augmentation des recettes fiscales. C'est en ce sens que le SIM entend contribuer à l'élaboration des politiques d'industrialisation en étant une force de proposition.

J'insiste sur le fait que c'est surtout par les Petites et moyennes entreprises industrielles (PMI) que viendra ce salut car ce sont elles qui pouvoient le plus d'emplois et de valeur dans les pays du monde entier.

Je souhaite également que le SIM œuvre en faveur de l'émergence d'une nouvelle classe d'opérateurs malgaches, et nous sommes prêts à apporter notre soutien et accompagnement en ce sens : la jeunesse malgache doit être la locomotive du développement du pays.

Enfin, il y a la notion d'ouverture : Madagascar est armé pour devenir le véritable hub de croissance de la région océan Indien. Il est important que nous puissions renforcer les liens avec les îles voisines. Ce travail a été entamé depuis l'année dernière avec l'Association pour le développement industriel de la Réunion (Adir) et l'Association of Mauritian Manufacturers (AMM) (Maurice). L'objectif est de régionaliser notre institution avec, pourquoi pas, la création d'une fédération régionale des associations/syndicats des industriels afin de coordonner nos initiatives et exploiter les fortes synergies qui existent entre elles.

Pour finir, le SIM doit être un exemple en termes de bonnes pratiques. Éthique, responsabilité, patriotisme, ouverture et coopération : voici nos maîtres-mots pour cette nouvelle page qui s'ouvre. Je mènerai à bien ce mandat à grâce à l'entraide et l'esprit de solidarité qui nous anime, et nous ferons preuve d'audace et d'enthousiasme dans la réalisation de nos missions. L'émergence de Madagascar passe par l'émergence de son tissu industriel, et le SIM entend bien atteindre cet objectif !

Je vous remercie. ■

* Traduction littérale : ensemble nous portons nos responsabilités, marchons ensemble.



RIZ

L'importation en baisse

Durant les quatre premiers mois de cette année, l'importation de riz a baissé de près de moitié par rapport à l'année passée durant la même période. Le cumul de janvier à avril de cette année est évalué à 124 659 tonnes, si l'année dernière, à la même période, la quantité de riz importé était de 298 481 tonnes. Une différence de 173 822 tonnes est donc constatée. Pour les analystes, cette baisse se justifie par une relative disponibilité du riz local. Cependant, le marché local est encore tributaire de l'importation de riz. L'opération présidentielle «*vavy mora*» pèse sûrement dans la balance.



TOURISME

Sainte-Marie et Nosy Be parmi les meilleures plages au monde

D'après le classement de Travelbird, les plages situées sur Îles Sainte-Marie et Nosy Be figurent parmi les 250 meilleures plages dans le monde. Pour cette agence néerlandaise, ces plages se distinguent par leurs sables blancs et fins, et par leur situation idyllique. En plus de l'attractivité, de la popularité et la proximité d'une plage, le rapport qualité-prix est l'un des critères de classement qui a été utilisé par cette société néerlandaise pour les classer.

ADMINISTRATION DOUANIÈRE

Bilan positif après un mois d'utilisation de Sydonia World

180 déclarations par jour et 202 constatations de sortie sont enregistrées depuis l'implémentation du nouveau système de dédouanement Sydonia World dans le port de Toamasina. Des pics de 345 déclarations et de 388 constatations de sortie ont été remarqués. Le port de Toamasina est le septième bureau des douanes à avoir bénéficié des fonctionnalités de Sydonia World après ceux de Mahajanga, Ivato Aéroport, Mamory Ivato, Toamasina pétrole, Sainte-Marie et Betanombo. L'implémentation de ce logiciel répond à un besoin de modernisation, de l'adéquation des procédures et de la réforme des douanes. C'est le gouvernement japonais qui a financé la mise en place de Sydonia World.



SAINT CROIX

La durabilité exigée

Madagascar est l'une des locomotives du marché de crevettes dans le monde avec près de 5 000 tonnes de crevettes exportées par an. Le secteur rapporte près de 200 milliards d'ariary par an, depuis deux années, après des années de récession suite à la maladie White Spot. Les crevettes malgaches détiennent toujours le label de qualité en dépit de la rude concurrence avec le Mozambique et les pays d'Amérique Latine. Cependant, pour que la filière soit durable, l'année prochaine les contrats avec les groupements et les pêcheurs de crevettes seront revus. Des normes à suivre seront imposées pour la durabilité de l'exploitation des crevettes de Madagascar. C'est ce qui a été avancé pendant un atelier organisé dans le cadre du projet Swiofish (Second South West Indian Ocean Fisheries) 2.



SAINT

«Je reconnais les nombreux défis que doivent relever les dirigeants africains pour promouvoir la croissance économique, la sécurité et la bonne gouvernance».

David Malpass

Président du groupe de la Banque Mondiale

REPÈRES

5

voyages organisés par «*National Geographic Expeditions*» à Madagascar pour cette année

16,5%

hausse du volume d'importation durant le premier trimestre

245,5 milliards d'ary

chute de la valeur de l'exportation de la vanille par rapport au premier trimestre 2018



CARBURANT

De nouveaux tarifs en vigueur

Après un intense bras de fer et des discussions de trois jours, l'État malgache et les pétroliers ont trouvé un consensus pour réguler l'approvisionnement et la tarification des produits pétroliers. Une baisse historique des tarifs sur les produits pétroliers a été décidée. Dorénavant, le prix du pétrole lampant baisse de 500 ariary, « pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables », selon la présidence de la République, le prix du gasoil baisse de 150 ariary et le prix de l'essence baisse de 100 ariary « pour contenir l'inflation ». De même, les rémunérations des gérants de station de service majoritairement malgaches ont été revues en hausse. Les prix du transport, les frets et les marges des pétroliers, quant à eux, ont été revus à la baisse.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Une hausse de 6,3%

La Loi des finances rectificative autorise un endettement extérieur maximal de 4 225 milliards d'ariary. Pour cette année, le montant de la dette extérieure à honorer est de 396,9 milliards d'ariary, dont 146 milliards sont des intérêts. Le taux d'intérêt moyen pondéré global servi sur les titres émis par le Trésor public est estimé à 10%. Les projets d'infrastructures, l'énergie, le secteur social et la gouvernance sont les domaines principaux qui bénéficient des financements extérieurs.



COMMERCE

La ZLEC officiellement en vigueur

L'accord portant sur la création de la zone de libre-échange continentale (Zlec), promue par l'Union Africaine (UA), est officiellement entré en vigueur le 30 mai. Cette première étape est très attendue pour ce projet dont l'ambition est de créer le plus vaste marché commun au monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 1995. L'approbation par le Parlement gambien de l'accord sur la Zlec le 2 avril, a donné le feu vert pour que cette zone de libre-échange entre en vigueur. 22 États ont ratifié ou approuvé cet accord. Lancé il y a un an, ce projet de Zlec réunit 52 pays signataires, sur les 55 membres de l'UA. Seuls le Bénin, l'Érythrée et le Nigeria n'ont pas encore porté leur signature à l'accord de création de la zone.

ENVIRONNEMENT

La pollution de l'air inquiète

En 2015, près de 40 000 personnes sont décédées à la suite d'une maladie liée à la pollution. En termes d'impact, c'est trois fois plus que les décès liés au VIH, à la tuberculose et au paludisme combinés à Madagascar. Avec une moyenne annuelle de 60µg (un millionième de gramme) de matières particulaires par m³ d'air, Antananarivo figure parmi les villes au monde où l'air est fortement pollué. La capitale malgache affiche un taux de particules fines trois fois plus élevé que les valeurs recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

CHANGE

Le module 2 du SIG-OC en gestation

Le module 2 du SIG-OC, attendu prochainement, va permettre aux banques et aux bureaux de changes d'enregistrer les opérations de vente et d'achat de devises en numéraires. Les informations enregistrées sont transmises aux agents des douanes et aux frontières qui sont chargés de contrôler les sorties et rentrées de devises. Ce module est actuellement en phase de test, du côté du Trésor Public.



CONVENTION DE BÂLE

12 jours de débats sur les déchets dangereux



Madagascar a été représenté par une délégation du ministère de l'Environnement et du Développement durable dans les séries de Conférences des parties à la Convention de Bâle. Ce traité signé en 1989 concerne la réduction de la circulation des déchets dangereux. Il été conçu afin de réduire la circulation des déchets dangereux entre les pays et d'éviter le transfert de déchets dangereux des pays développés vers les pays en développement (PED). La convention a aussi pour but de minimiser la quantité et la toxicité des déchets produits, et d'aider les PED à gérer de façon raisonnable les déchets, nocifs ou pas, qu'ils produisent.

4%

croissance du tourisme mondial début 2019

5,7 milliards d'ariary

budget de l'équipe nationale de football malgache pour la Coupe d'Afrique des Nations (Can)

4 COOPÉRATIONS

de partenariat signées par la délégation malgache à Paris

ENTRE LES LIGNES



MADAGASCAR ÉLU AU SEIN DE LA COMMISSION STATISTIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Madagascar va siéger à la Commission statistique de l'Organisation des Nations Unies à New York, à travers l'Institut national de la statistique (Instat), et le ministère de l'Économie et des Finances (Mef). La commission a été créée en 1947 en tant qu'organe suprême du système statistique mondial. Madagascar commencera à exercer son mandat au sein de cette commission, à travers le directeur général de l'Instat, à commencer du 1er janvier 2020, et cela pour quatre ans. La commission rassemble les statisticiens en chef des États membres du monde entier.



IMPÉRER LA PERFORMANCE DES ENSEIGNANTS

Dans le cadre du projet Professionnalisation des enseignants et renforcement de capacité des formateurs à Madagascar (Perform), un millier d'enseignants devra être formé. Ce programme de formation vise à améliorer la qualité de l'enseignement. 185 formateurs iront former les enseignants de l'éducation nationale et aussi ceux dans les secteurs techniques. Piloté conjointement par le ministère de l'Enseignement Technique et celui de l'Éducation Nationale, ce projet touchera plus d'un millier d'enseignants à Antananarivo, à Fianarantsoa à Toliara et aussi à Antsiranana.



SECTEUR EXTRACTIF

Une étude pour valoriser les ressources minières

Par Iharivelo Randriaina

Le ministère des Mines et des Ressources Stratégiques de Madagascar, en collaboration avec la Banque africaine de développement (Bad), a présenté les résultats d'une étude sur la valorisation des revenus issus de l'exploitation des ressources extractives dans la Grande île.

EFFORTS

Madagascar est reconnu pour son sous-sol riche en minéraux industriels et métalliques ainsi qu'en hydrocarbures et pierres précieuses. Cependant, ce potentiel ne constitue pas encore un levier de développement et la population malgache ne profite pas ou très peu des mines de ce secteur. C'est pour valoriser ces ressources que l'étude a été effectuée. Elle a été financée par le Fonds fiduciaire Koafec, dans le cadre de l'accord technique de coopération économique Corée-Afrique entre le gouvernement sud-coréen, la Banque et le Fonds africain de développement. «*La particularité de Madagascar est que la majorité des activités d'extraction minière est réalisée de manière artisanale et informelle*», souligne Mohamed Chérif, responsable-pays de la Banque à Madagascar. «*L'étude évalue à près d'un million le nombre de personnes qui travaillent dans les petites mines ou mines artisanales. Pour l'exploitation des pierres précieuses et semi-précieuses, malgré les efforts des autorités malgaches, l'activité demeure peu organisée. La maîtrise de l'organisation des activités d'extraction minière reste donc un enjeu important pour le pays*», a-t-il renforcé.

IMPACT SIGNIFICATIF

Pour répondre à cette problématique, l'étude vise à analyser les problèmes et les éléments de blocage du secteur extractif afin d'identifier des solutions pour que la population des zones d'activités minières puisse profiter des effets positifs de l'activité du secteur et que l'exploitation de ces richesses contribue réellement au développement du pays. Le Consortium Etika/MGC, en charge de l'étude, a consulté toutes les parties prenantes du secteur minier: administrations centrales et décentralisées, collectivités locales, opérateurs miniers, société civile et communautés de base. Des recommandations ont été formulées, entre autres, sur la revue et la mise en cohérence des textes régissant le secteur, la complétion de ces textes, l'opérationnalisation et la décentralisation des structures administratives contribuant à l'encadrement des activités d'extraction et de transformation, l'application des textes, la pérennisation de l'Extractive industry transparency initiative (EITI), la mise en œuvre de la décentralisation et responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées dans la gestion et le suivi des activités extractives, une meilleure répartition ainsi qu'une effectivité de la répartition des revenus réellement collectés, etc. Cependant, ces mesures ne pourront avoir d'impact significatif qu'avec la mise en place d'un environnement tendant vers une meilleure gouvernance de l'industrie. Cette gouvernance est liée au respect des textes réglementaires, à la transparence des informations, à l'absence de corruption ainsi qu'au renforcement de la lutte contre le blanchiment d'argent. ■



**SE FAIRE
ACCOMPAGNER
PAR NOTRE
ÉQUIPE,
C'EST
BÉNÉFICIER :**

NOS CHIFFRES-CLÉS :



De nos dizaines
d'années d'expertise
dans le renforcement de
capacités



De formateurs ayant
vécu la réalité du métier
capable de partager leur
expérience



De consultants évoluant
dans la culture et
l'économie malgache



D'une formation pratique
applicable sur le tas

+ de 1200 entreprises
clientes accompagnées

+ de 3000 personnes
formées et certifiées

+ de 60 professionnels,
experts et consultants formateurs

+ de 80 thèmes annuels en
renforcement de capacité

INFOLINE

 www.kentia-formation.com

 +261 20 26 357 34

JEAN LUC RAMAMONJIARISOA

Directeur général du Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP)

« Les entreprises font face à une mutation technologique, culturelle et démographique importante »



Le FMFP a pour objectif de développer la formation professionnelle continue à Madagascar afin de rehausser la qualité de l'offre de formation professionnelle, et de promouvoir la culture de la formation en entreprise.

Lancé officiellement le 15 mars, le Fonds malgache de formation professionnelle (FMP) grossit le rang des fonds de formation qui opèrent dans le monde. C'est un outil pour dynamiser la compétence humaine de tous les secteurs. Son directeur général nous en livre les détails.

Par Hilda Hasinjo
Photo © Arisamy Randriamaro

Pourquoi avoir mis en place le FMFP?

Nous sommes tous conscients que le développement de chaque entreprise passe par celui de ses compétences. L'environnement évolue très vite. Les sociétés font face à une mutation technologique, culturelle ou même démographique importante. Il faut donc adapter l'offre de compétence selon cette nouvelle ère. C'est dans cette optique que nous avons mis sur pied, après négociation et les accords des parties prenantes, notamment des patrons, ce fonds de formation professionnelle.

Une des idées reçues qui a la vie dure, est que la formation est un investissement sans retombée concrète...

C'est vrai dans la mesure où, souvent, les formations ne répondent pas à une demande spécifique pour l'évolution de la société

dans le marché. Et il est aussi vrai que beaucoup d'employés n'hésitent pas à quitter les entreprises une fois qu'ils ont été formés afin d'aller dans des entreprises concurrentes pour des postes plus importants ou mieux rémunérés. Nous restons convaincus que si nous élevons le niveau de compétitivité de chaque entreprise, cela fidélisera les compétences. Cependant, afin de sécuriser les patrons qui ont soulevé cette question, nous avons émis la recommandation afin que le code de travail soit revu en incluant ce changement important dans le domaine du travail.

Comment sera financé ce FMFP et qui en seront les bénéficiaires ?

Il s'agit d'un fonds issu de la cotisation des entreprises affiliées à la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnaps). Elles sont à peu près au nombre de 12 000.

La cotisation s'élève à 1% de la masse salariale de chaque entreprise. De ce fait, les formations sont donc prioritairement destinées à ces cotisants. Cependant, elles sont aussi destinées aux jeunes qui sortent des écoles, aux acteurs du secteur informel ainsi que ceux des secteurs prioritaires pour le développement.

Concrètement, quel sera le processus ?

Aux entreprises cotisantes, nous accordons des formations dont le coût est égal à la somme reversée par celles-ci. Une possibilité est offerte aux entreprises de s'assembler en groupe d'au moins trois structures. Les secteurs d'activité peuvent également soumettre des dossiers afin de bénéficier d'un appui sectoriel. Pour le secteur informel, il suffit de se regrouper dans une association légalement constituée et de soumettre une demande.

Les fonds seront-ils suffisants pour couvrir les besoins en formation dont aura besoin le pays ?

Il est évident que non. C'est pour cela que nous travaillons d'arrache-pied pour trouver des financements additifs. C'est dans cette optique, par exemple, que les formations pour le secteur informel seront financées exclusivement par l'Agence française de développement (AFD). Il faut préciser qu'il s'agit de financement non remboursable et sans contrepartie. C'est également l'une des raisons pour lesquelles nous incitons massivement les entreprises à adhérer à ce fonds. D'autant plus que c'est une obligation maintenant. Aux récalcitrants, ce sera la loi qui se chargera de leur sort. À chaque entreprise d'en tirer le maximum de profit en formulant une demande de formation pour sa société.

Y'a-t-il un secteur prioritaire pour vous ?

Les domaines que nous estimons être des piliers du développement du pays sont les secteurs du développement rural, l'élevage et l'agriculture, le tourisme, l'hôtellerie et la restauration, ainsi que les bâtiments et travaux publics et les ressources stratégiques. Nous mettons également beaucoup d'efforts dans l'intégration du secteur informel, des micro, petites et moyennes entreprises qui regroupent pratiquement 80% des acteurs économiques du pays.

Comment seront évalués les besoins en renforcement de capacité ?

Les entreprises, les secteurs d'activités

ainsi que les syndicats de travailleurs sont regroupés au sein de commissions afin d'évaluer et d'identifier les besoins en formation. Il appartient après aux entreprises, individuelles ou en groupe, ainsi qu'au secteur, de traduire leurs besoins en un dossier que nous allons évaluer en vue d'un financement.

Qu'en sera-t-il de la qualité de la formation ?

Nous avons une commission qui étudie chaque dossier. Nous évaluons si la formation demandée répond au besoin réel du secteur tel qu'il a été formulé. Nous nous assurons que les formateurs ont les compétences nécessaires pour dispenser les connaissances. Pour cela, une batterie de tests et d'entretiens est programmée. D'ailleurs, nous sommes en train d'établir notre propre base de données de compétences afin de pouvoir les proposer ultérieurement.

Quels seront les indicateurs de performance qui seront utilisés pour évaluer les formations dispensées ?

L'objectif est de former plus de 600 personnes par mois dans l'ensemble de la Grande île. Les femmes devraient constituer au moins 40% de nos bénéficiaires et 25% seront des jeunes. Nous envisageons également de mettre en place 75 centres de formation à travers tout le pays. ■

► TEXTO

FORMATION ET EMPLOI

Des personnes dans la précarité bénéficiaires

Trois missions principales ont été confiées au FMFP. Il doit assurer la formation professionnelle continue des salariés en entreprise afin de leur permettre d'acquérir les compétences et qualifications requises pour s'adapter aux mutations économiques, technologiques et organisationnelles en entreprise. Ensuite, le FMFP mettra en œuvre la formation pré-emploi afin de faciliter l'accès des jeunes et des adultes en recherche d'insertion professionnelle aux emplois non occupés au sein des entreprises requérantes. Il développera, enfin, la formation de type équité au bénéfice de différents publics en situation d'emploi précaire.

Le FMFP a été créé à l'initiative des partenaires sociaux, appuyés par l'État et les Partenaires techniques et financiers. Il permettra de développer les qualifications du capital humain à Madagascar dans un contexte de mutation

► CHIFFRES CLÉS

Répartition du fonds

10%

serviront aux dépenses de fonctionnement

20%

iront à la formation de jeunes venants d'établissements, de quartiers ou d'associations ayant besoin de formations professionnelles

70%

seront affectés au renforcement des compétences des entreprises cotisantes.



accélération du monde socio-économique. Sa création, dont l'initiative revient aux partenaires sociaux représentatifs au niveau national, a été rendue effective par l'adoption à l'unanimité, par la représentation nationale, de la loi 2017-25 portant création d'une contribution financière des entreprises et d'un fonds de gestion de cette contribution. Le décret N° 2018-1509 portant application de la loi 2017-025 détermine le cadre institutionnel du fonds de gestion de cette contribution.



Dans de nombreux pays émergents, l'industrialisation a porté la croissance

CROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT

« Une croissance durable doit favoriser le secteur industriel dans le long terme »

La huitième édition de la note de conjoncture économique de la Banque Mondiale met l'accent sur une croissance économique soutenue au cours des cinq dernières années.

Par Julie Raharisoa

Comme en 2017, le secteur des services a été le contributeur le plus important à cette croissance en 2018. Il s'avère, toutefois, qu'une grande majorité de la population soit exclue des retombées de cette performance économique.

RÉSERVES

La croissance du PIB s'est accélérée de 2,3% en 2013 à 5,2% en 2018, et devrait atteindre 6% cette année. La dernière mission du FMI prévoit également une « croissance économique (qui) devrait à nouveau être supérieure à 5% cette année, reflétant des dépenses d'investissement public plus élevées et une inten-

sification de l'activité du secteur privé ». Mais la majorité de la population a-t-elle pu profiter des retombées de cette croissance avec, notamment, la dégradation de leur pouvoir d'achat et l'accroissement de la pauvreté? La croissance économique et le développement devraient se faire en même temps. La croissance peut favoriser le développement quand elle permet de dégager les ressources nécessaires à une politique sociale sur la santé, l'éducation et l'amélioration du niveau de vie afin de réduire les inégalités, transformer les structures de production et augmenter la croissance. C'est pourquoi les économistes émettent, parfois, des réserves quant à la performance économique affichée par les

rapports économiques.

PERFORMANCE, OUI, MAIS...

La Banque Mondiale relève une performance économique forte et supérieure à la moyenne régionale et mondiale pour la cinquième année consécutive. Toutefois, pour nombreux économistes, il s'agit d'une croissance du PIB minimal qui est associée à un taux d'inflation de 7,3%. Certes, ce taux a légèrement diminué par rapport en 2017 de 8,3%, mais quoi qu'en dise, compte tenu des inégalités entre les différentes couches sociales, tous les ménages ne supportent pas de la même façon ce taux d'inflation. Il faut donc chercher à améliorer le pouvoir d'achat de la population pour une croissance plus inclusive. « Afin d'apprécier une amélioration de la conjoncture, il faut que le taux de croissance économique soit supérieur au taux d'inflation. Pour le cas de Madagascar, les données chiffrées de la Banque Mondiale ont pu indiquer que, depuis 1965, une telle situation n'est apparue que très rarement. Dans l'optique microéconomique, ce taux de croissance de 5,2% est inégalement reparti entre les différentes couches de la population, au détriment des couches vulnérables constituant la majorité des Malgaches », énonce Vololona Rakotobe, économiste membre du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem). Compte tenu du caractère médiocre de la croissance et du fait que les revenus évoluent sous une augmentation moins proportionnelle que celle du niveau général des prix, il n'est pas surprenant que le pouvoir d'achat des

ménages se dégrade continuellement, et que la pauvreté subsiste depuis plusieurs décennies. Par ailleurs, la performance du secteur agricole reste médiocre. Entre 2001 et 2012, 77% de la population rurale vivaient en dessous du seuil national de pauvreté. En outre, bien que la croissance soit soutenue, entre 2014 et 2017, le secteur agricole a reculé en moyenne de 0,8% par an. Dans un pays où environ 80% de la population vit du secteur agricole, cela indique que la performance économique de ces dernières années n'a pas eu de répercussions positives sur les conditions de vie de la majorité de la population.

LA CROISSANCE DOIT ÊTRE INCLUSIVE

Pour que la croissance impacte significativement les conditions de vie de la population, l'harmonie entre la croissance économique et le développement devrait s'instaurer. Ce, par la qualité et les sources de la croissance. Pour une croissance inclusive, il faut optimiser la production de valeurs ajoutées pour qu'elle soit le pilier de l'économie. Cela devrait également garantir l'équité sociale, notamment par l'augmentation progressive du revenu des ménages vers la décence, afin de rehausser le pouvoir d'achat domestique. « On ne peut pas parler de développement, que ce soit économique ou humain, si la croissance économique est associée à une répartition très inégale des revenus de la population. De même, on ne peut aucunement garantir un développement durable si la croissance économique est acquise par le biais d'une forte dette

extérieure ou par une exploitation abusive des ressources naturelles du pays. Aussi, une croissance économique va-t-elle de pair avec le développement durable si elle bénéficie à la masse de la population et si son processus ne va pas handicaper la capacité des générations futures », souligne Vololona Rakotobe.

POUR MAINTENIR LA CROISSANCE SOUTENUE

Une meilleure optimisation de la gestion des finances publiques, aussi bien au niveau des dépenses de fonctionnement que les recettes internes et extérieures, ainsi que l'augmentation de la production, contribueront à maintenir cette bonne performance économique. « Vu l'ampleur du plan d'émergence de Madagascar, il paraît impraticable de réduire les dépenses d'investissement. Autrement, le maintien du déficit budgétaire ne peut se réaliser qu'à travers la réduction graduelle des dépenses de fonctionnement et la consolidation des recettes de l'État, notamment les recettes fiscales et douanières », argue l'économiste. Et d'ajouter qu'en revanche, si les Malgaches parviennent à augmenter significativement la production locale des biens de consommation et à favoriser l'économie d'échelle, à limiter intelligemment les importations et à maintenir le cours de change, alors le taux d'inflation pourra considérablement être réduit. D'après toujours ces explications, de telles conditions vont également contribuer à réduire le déficit commercial, et de maintenir ainsi le niveau des réserves. ■

PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT

Une industrialisation incontournable

Pour une croissance durable et une économie viable, le pays doit remettre en question sa stratégie de développement économique. La croissance ne peut pas dépendre seul du secteur des services. « Une croissance durable doit favoriser le secteur industriel sur le long terme. Cette nécessité réside sur le fait que seule l'industrialisation peut résister au choc endogène et exogène.

Ce secteur a aussi la capacité de s'adapter face à la variation de la demande interne et internationale par rapport à la spécialisation malgache. Avec environ 25 millions d'habitants et une potentialité agricole, Madagascar doit tourner vers l'industrialisation de masse », soutient Vololona Rakotobe. La part du secteur industriel dans la croissance économique demeure faible, mais avec une contribution à 16,3% de PIB et en employant plus de 9%

de la population active, son poids dans l'économie a été toujours non négligeable. Par ailleurs, le rôle du secteur agricole qui fournit non seulement des matières premières destinées à la consommation ou à la transformation dans l'industrie alimentaire, est fondamental dans l'économie. Ce, même si le secteur primaire ne contribue qu'au tiers du PIB, bien que ce secteur fasse vivre 80% de la population. Cette économiste

salue également le projet du gouvernement de promouvoir l'industrie d'assemblage automobile. En effet, en plus des emplois qui vont se créer, ce secteur va également favoriser le transfert de technologies et de compétences. « L'optimisation de la croissance par rapport à son niveau potentiel réside désormais sur la diversification de l'économie en passant par une transformation structurelle, de préférence à travers une directive étatique » insiste-t-elle.

LA STAR PRÔNE D'AVANTAGE L'UTILISATION DES BOUTEILLES EN VERRE

La Star, entreprise agroalimentaire depuis 65 ans, a comme principale activité la production et la distribution de boissons, destinées à tout le monde. Avec plus de 20 marques et 70 références, les produits Star sont proposés dans différents emballages : le verre, le PET et la canette. Cette année, l'entreprise a lancé une grande campagne pour une consommation plus responsable, et conseille à ses consommateurs de prioriser les boissons dans les bouteilles en verre, car réutilisables et recyclables. Un choix contribuant également à la protection de l'environnement.

QUATRE MISSIONS DE L'ASSOCIATION «LES ENFANTS DU NÔMA» APPUYÉES PAR LA STAR

Cette année, quatre missions de l'association «Les enfants du Nôma» ont reçu l'appui de la Star, dont deux missions maxillo-faciales, qui se sont tenues à Antsirabe du 2 au 29 mars et deux missions orthopédiques, respectivement du 30 mars au 12 avril et du 25 avril au 8 mai. Depuis 2017, les missions menées par cette association, et auxquelles la Star a pris part, ont permis l'opération de près de 644 patients qui ont vu leur vie changer grâce à ces interventions.

QUATRE NOUVELLES BORNES FONTAINES INAUGURÉES DANS LA COMMUNE D'AMBATOLAMPY

Dans la continuité des actions sociales menées dans la commune d'Ambatolampy, la Star a financé la construction de nouvelles bornes fontaines dans quatre fokontany. Établis par un protocole d'accord entre la Commune urbaine d'Ambatolampy et la Star, signé en 2017, les travaux de constructions de quatre bornes fontaines dans les Fokontany d'Andohafarihy, Nazareth, Ambodiriana et Ankidondona II ont débuté en février 2019 et se sont achevés en début du mois de mai. Grâce à ces nouvelles constructions, près de 1 300 ménages pourront bénéficier de cette adduction d'eau.

-15%

Promotion
HIVER

Restez au chaud

- ✓ Allumage automatique
- ✓ Couverture jusqu'à 80 m²
- ✓ Sécurité par thermocouple
- ✓ Réglable sur trois niveaux
- ✓ Monté sur roulettes
- ✓ Types de bouteilles :
9 et 12,5 kg VITOGAZ

CHAUFFAGE MOBILE



PARASOL CHAUFFANT

- ✓ Allumage automatique
- ✓ Couverture jusqu'à 25 m²
- ✓ Sécurité par thermocouple
- ✓ Sécurité anti-basculement
- ✓ Monté sur roulettes
- ✓ Types de bouteilles :
9 et 12,5 kg VITOGAZ



122, Rue Ranandramampandry
Faresohitra - 101 Antananarivo
BP 3364 (www.vitogaz.mg) | 
vitogazmadag@vitogaz.mg
020 22 364 00

Distributeurs Agréés

DELTA Antananarivo
ECONERGY Antananarivo et Antsirabe
BE DISKA Fianarantsoa

032 03 004 31
032 07 450 95
020 75 516 68



**SAFIDIO NY TAVOAHANGY
AMIN'NY VERA,**
afaka averina ampiasaina izy ireny



HOTAKARIMTSIKA
NY KINTANA

• EN BREF

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE : UN GUIDE ÉDITÉ

Fruit d'un partenariat entre le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), de l'agence des États-Unis pour le développement international, et de l'OTA, le Guide l'exécution budgétaire a été édité. Il a pour objectif la simplification des démarches pour optimiser la fluidité de l'exécution budgétaire et pour renforcer les efforts portés dans l'accompagnement des Ordonnateurs et des organismes publics à s'initier progressivement au concept de budget de programme. La mise à jour du Guide de l'exécution a été ainsi jugée nécessaire, afin de permettre à ces derniers d'améliorer l'exécution budgétaire, et de jouer pleinement leur rôle dans l'exécution du budget.

TOURISME : LA CONFÉDÉRATION DU TOURISME DE MADAGASCAR (CTM) FÉDÈRE LES ACTEURS DU TOURISME

La Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) a vu le jour en 2017. Elle vise à représenter et défendre les intérêts des opérateurs touristiques lors des dialogues avec le secteur public et les Partenaires Techniques et Financiers. La CTM est une force de propositions et de solutions pour contribuer au développement durable du tourisme à Madagascar. Elle articule sa vision sur cinq axes prioritaires : le développement de la formation des métiers du tourisme, la promotion d'un cadre légal et réglementaire effectif et adapté, l'optimisation de la promotion de la destination, une meilleure compétitivité de l'offre de transport aérien et la mise en adéquation de l'offre de l'hébergement touristique.

• LE CHIFFRE

1 plateforme et de coworking

Le groupe Axlan a mis en place la plateforme entrepreneuriale et de Coworking Nexta.

Matsiro
VITA MALAGASY



Plan
paty matsiro
ihany no
tena milay !



Ankafizo ireo paty Matsiro



Le magazine du syndicat des industries de Madagascar

expansion

MADAGASCAR



POLITIQUE MONÉTAIRE

Un deuxième taux directeur pour stimuler les investissements

BANQUE CENTRALE

Un deuxième taux directeur pour stimuler la croissance

LOI DES FINANCES RECTIFICATIVE

Priorité aux investissements publics

EMMANUEL COTSOYANNIS

« Les ressources financières pour accompagner et pour financer les entreprises sont disponibles »

DOSSIER SPECIAL FINANCES



INCLUSION FINANCIÈRE

Des signes de progrès mais le pays a du retard à rattraper

L'accès aux services financiers a évolué au cours des années à Madagascar. Toutefois, malgré une bancarisation notable et la diversité des institutions financières existantes, seule une faible proportion de la population a accès aux services bancaires.

Par Julie Raharisoa

Au vu l'évolution du secteur bancaire et tenant compte des réformes entreprises dans le domaine financier, le pays enregistre de bons débuts en matière d'inclusion financière. L'accès élargi aux services financiers permettra une croissance économique inclusive à Madagascar et contribuera à la protection sociale des ménages.

NIVEAU D'INCLUSION FINANCIÈRE FAIBLE

Toutefois, force est de constater que le niveau d'inclusion financière reste relativement faible et inégalement réparti sur tout le territoire national. Au niveau régional, en prenant comme référence la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), le pays se trouve au 13^e rang en termes d'inclusion financière. Selon un rapport de la

Banque Mondiale sur l'inclusion financière publié en 2017, moins de 10% de la population dispose d'un compte de dépôt. Néanmoins, l'évolution notable de la bancarisation est indéniable. Actuellement, de plus en plus de personnes viennent auprès des banques pour ouvrir un compte bancaire. Ce secteur a affiché une croissance importante malgré les années de crise. En outre, l'arrivée du «*mobile money*» a donné une nouvelle impulsion aux systèmes financiers. Le mobile money a révolutionné le secteur financier grâce à son important impact sur les utilisateurs, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Avec cinq millions d'abonnés et plus de 20 000 points de services répartis dans les 133 districts, selon les chiffres du cabinet FTHM publiés en 2016, le «*mobile money*» devient incontournable dans l'industrie financière. En tant que véritables

acteurs financiers, ces dernières années, les opérateurs mobiles se lancent dans le micro-crédit. De plus, entre les banques et les opérateurs de téléphonie, s'installe une forme de partenariats qui ne fait que favoriser l'inclusion financière.

ACCÈS DIFFICILE AU CRÉDIT

Mais bien que ces progrès soient encourageants, le pays est en retard par rapport au reste de l'Afrique en matière de développement des systèmes financiers. D'après le Doing Business indicators 2014, la fiabilité des droits légaux est trois fois plus faible à Madagascar que dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Dans le classement Doing Business 2018 de la Banque Mondiale, la Grande Île occupe la 133^e place sur 190 pays pour l'obtention de prêts. Par ailleurs, peu d'entreprises malgaches utilisent le crédit bancaire. En outre, le coût de crédit est élevé car ceci varie entre 16 et 17% et peut aller jusqu'à 20% dans le secteur de la micro-finance. La Banque Mondiale estime qu'« un accès accru aux services financiers mobiles permettrait d'inclure les plus pauvres et de les faire participer à la croissance. Accroître l'accès au système financier pour les 41 % de la population actuellement non bancarisée permettra aux individus d'épargner et d'effectuer des paiements plus sûrs. Cela offrira également des opportunités d'accès au crédit, pour démarrer ou développer une activité, à ceux qui étaient auparavant exclus de ce type de service financier. Par ailleurs, une expansion rapide de l'argent mobile donnera la possibilité d'accroître l'inclusion financière. »

ACCÈS LIMITÉ AUX FINANCEMENTS

« La mise en place des centres d'informations, tels que la centrale des risques et le Bureau d'information sur le crédit (Bic) sont louables, mais cela ne changera en rien le coût du crédit. Nous aspirons à plus d'ouvertures de la part des banques et à un accès effectif au financement », avait déclaré Erick Rajaonary, issu des rangs du Fivmpama, le groupement des opérateurs économiques malgache et membre actif de l'Alliance pour l'industrialisation durable, à l'occasion du lancement de la mise en place du Bic. En effet, depuis de nombreuses années, les entreprises n'ont eu de cesse de demander à l'État la mise en place de fonds de garantie, en particulier pour les PME. Ceci va non seulement faciliter l'accès au crédit pour toutes les entreprises, mais également contribuer à baisser le coût du crédit. « Beaucoup d'entreprises n'arrivent pas à satisfaire les conditions de garantie exigées par les banques, ce qui ne leur permet pas d'obtenir de crédit », a-t-il regretté.

DES PROGRÈS IMPORTANTS

Pour rattraper le retard de Madagascar en matière de développement de systèmes financiers, le pays doit réaliser des progrès sur les domaines de la circulation de l'information, de la pertinence de l'offre proposée par les banques ou de la sécurisation des crédits. L'engagement d'une série de réformes de ces dernières années visant à améliorer l'environnement juridique, administratif et judiciaire dans ces domaines de ces dernières années sont

donc louables. À Madagascar, l'étendue de l'information sur le crédit est deux fois plus faible que dans le reste des pays subsahariens, d'après les résultats d'enquêtes Entreprises de la Banque Mondiale publiées en 2014, les réformes dans le domaine de l'information ont été parmi les points saillants sur lesquels le pays a misé ces dernières années. En 2018, en matière de gestion des risques et dans l'optique de sécuriser les crédits, la centrale des risques unifiée a été mise en place. Toujours en matière de maîtrise risques-crédit, la création du Bic également appelé crédit bureau dans certains pays, a été officialisée au début de cette année. En réalisant la collecte et la compilation des informations sur les engagements financiers, et les antécédents de crédits ou de paiement des emprunteurs, l'établissement de cette structure vise à remédier à l'asymétrie d'information entre les prêteurs et les emprunteurs. « Le Bic contribue à la sécurisation des crédits en fournissant aux banques des informations complètes, fiables et à jour sur les prêteurs. Ce qui va impacter le coût et va donc favoriser l'inclusion financière des PME et des particuliers », avait indiqué le Gouverneur de la Banque centrale à l'occasion de son lancement. Il faudrait quelques mois avant de mesurer l'impact de cette structure sur le développement de l'accès au crédit. Mais ce n'est sûrement pas la solution miracle. ■

UNE STRATÉGIE FINANCIELLE À L'ÉCHELLE FINANCIÈRE

En 2015, le pays s'est doté d'une stratégie d'inclusion financière. Le défi est d'atteindre un taux d'inclusion financière de 45% d'ici 2022 contre seulement 29% en 2016. Le lancement de la Stratégie nationale d'inclusion financière de Madagascar (SNIM 2018-2022), dont la mise en œuvre est soutenue par la Banque Mondiale à hauteur de 45 millions de dollars, pour favoriser l'inclusion financière des particuliers et des petites entreprises

à Madagascar, constitue ainsi une grande étape de la promotion de l'inclusion financière dans le pays. Le projet comprend trois axes majeurs : l'éducation financière, l'accès aux services financiers ainsi que le renforcement de la politique de l'inclusion financière et du cadre légal y afférent. Pour un accès plus inclusif aux financements, le projet pour l'inclusion financière à Madagascar cible tout particulièrement les femmes et les entreprises

féminines afin de réduire les inégalités d'accès aux financements. D'après une étude de Finscope menée en 2016, seuls 29% des adultes ont accès à des services financiers formels. De nombreuses raisons expliquent ce fait, notamment la culture de gestion financière des Malgaches, le manque d'éducation et de sensibilisation, le coût des services, ou encore le manque de confiance à l'égard des services

existants dans l'instauration d'une relation d'affaires. Le pays devrait prioriser l'éducation financière et miser davantage sur les nouvelles technologies afin de promouvoir l'inclusion financière. « L'éducation financière est primordiale pour un accès plus inclusif aux financements. Il faut la renforcer et donc l'intégrer dans le programme scolaire », suggère Mahefa Edouard Randriamiarisoa.



POLITIQUE MONÉTAIRE

Un deuxième taux directeur pour stimuler les investissements

Le Comité monétaire de Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a décidé de maintenir le taux directeur pour les opérations à un an de maturité à 9,5%, ainsi que le coefficient des réserves obligatoires à 13%. Un deuxième taux directeur fixé à 0,9% a été également introduit. Mais la politique monétaire de la BFM a-t-elle toujours eu les effets escomptés?

Par Julie Raharisoa et Mitsinjo Alisoa

L'objectif principal de la BFM est de maintenir la stabilité des prix. Pour cela, elle s'appuie sur deux piliers, l'analyse économique et l'analyse monétaire. Elle est également appelée à soutenir la politique économique du gouvernement. Le manquement du taux directeur, qui est le taux de référence des banques territoriales aussi bien dans leurs opérations réalisées sur le marché monétaire que dans leurs opérations de rémunérations des octrois de crédits et des épargnes, est un des principaux instruments dont dispose la BFM pour atteindre ses objectifs.

MAÎTRISER L'INFLATION

En prenant cette décision, la BFM s'est appuyée sur les résultats d'analyses relatives aux évolutions récentes de la conjoncture macroéconomique et des perspectives pour les prochains mois. L'objectif est de mieux maîtriser l'inflation, car les excédents d'encaisse réelle demeurent élevés. En général, l'économie se porte bien. Les prix sur le marché

demeurent plus moins ou moins stables. Néanmoins, il s'agit, pour la BFM de rester vigilant afin de veiller à la stabilité des prix et de stimuler l'économie. «Le taux directeur pour les opérations à un an reste une référence pour les opérations de maturité équivalente. L'ajustement de son niveau dépendra toujours de l'évolution de la conjoncture macroéconomique à Madagascar et des objectifs de politique monétaire», explique le gouverneur de la Banque centrale, Alain Rasolofondralbe. La note de conjoncture économique de la Banque centrale confirme la performance économique enregistrée par le pays en 2018, mise en exergue par la note de conjoncture de la Banque Mondiale, un taux de croissance de 5,2% est affiché. Ce qui est supérieur à la moyenne régionale et le plus élevé au cours de ces dernières années. Toutefois, si la Banque Mondiale note que cette croissance est tributaire du secteur des services. La BFM, elle, remarque que, contrairement aux années précédentes, la croissance a été mieux répartie entre les trois secteurs de l'écono-

mie. Par ailleurs, l'inflation a ralenti pour se situer à 6,1% en glissement annuel à fin 2018 contre 9% à fin 2017. La production agricole a contribué à stabiliser les prix. Ce qui a montré le rôle prépondérant du secteur de l'agriculture dans la stabilisation des prix et dans l'économie.

BOOSTER LES INVESTISSEMENTS

Quant à la décision de la BFM d'introduire un deuxième taux directeur qui est fixé à 0,9% pour les opérations à un jour en particulier, celle-ci est censée favoriser les investissements afin de rendre l'argent le moins cher possible. Ce, en permettant notamment de favoriser des conditions de crédit favorables et de stimuler l'économie. Cette décision du comité monétaire est censée encourager les institutions financières à réduire le taux d'intérêt applicable sur les prêts personnels et hypothécaires qu'elles proposent, et pour stimuler l'activité économique. À ce sujet, la note de conjoncture économique de la Banque centrale note que du côté des banques territoriales, l'octroi de crédits a augmenté au quatrième trimestre de 2018. Bien que cette hausse soit moins importante que celle du trimestre précédent, les secteurs d'activités commerce, transport, distribution pétrolière restent les plus financées par les banques. La BFM note aussi que le secteur bancaire a été très rentable car « l'investissement, l'emploi et les bénéfices des banques ter-

ritoriales sont en augmentation ». Mais le maniement de ce taux directeur suffit-il pour favoriser l'accès au financement dans le contexte d'accès au crédit difficile à Madagascar?

LES BANQUES COMMERCIALES FACE AU NOUVEAU TAUX DIRECTEUR

La perception des banques primaires et des institutions de microfinance diffère d'une institution à une autre vis-à-vis de la décision sur la politique monétaire locale. Celle-ci mise sur l'adoption du taux à un jour. Des banques primaires accueillent avec satisfaction la décision du comité monétaire de la BFM en maintenant le taux directeur à 9,5% et en introduisant un deuxième taux directeur pour les opérations à un jour fixé à 0,9%. Pour eux, ce deuxième taux directeur est amené à définir plus tard la politique monétaire. « Le dispositif est encore relativement neuf. Il faudra sans doute quelques années avant que l'on arrive à un pilotage de l'inflation et de la croissance économique aussi fin que celui que l'on observe dans les économies les plus solides. Mais il y a de bonnes raisons de penser que le nouveau taux directeur à un jour deviendra le taux le plus important pour le pilotage de la politique monétaire », indique un responsable d'une banque locale. ■

CHIFFRES CLÉS

2 taux directeur

20% en 2018
les investissements en 2018

70% à un jour
court terme

840,9 en milliards de dollars
devises apportées par la Nière vanille

Source : Banky Folben'i Madagasikara (BFM)

MARKET FINANCIAL

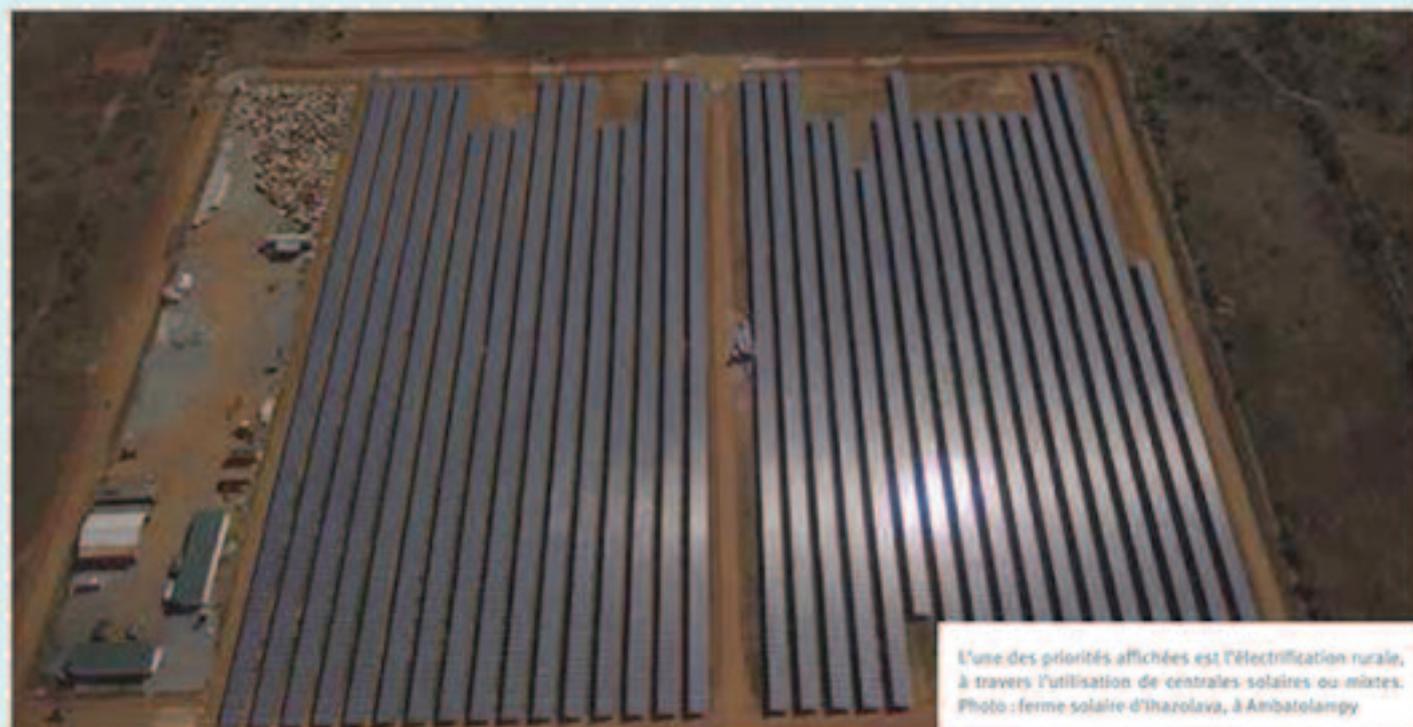
PERSPECTIVES ENCOURAGEANTES

Ce nouveau taux directeur à un jour ouvre aux banques – qui sont en mesure de présenter de bonnes garanties – la possibilité d'obtenir un refinancement ponctuel à des conditions relativement avantageuses. En sécurisant leur accès à des ressources complémentaires, lorsque cela s'avère nécessaire, et en ouvrant aux banques des solutions plus souples pour satisfaire leurs obligations de réserves obligatoires, lesquelles sont à des niveaux

relativement importants à Madagascar, ces innovations sont de nature à favoriser le développement du crédit à l'économie. L'adoption de ce nouveau taux directeur à un jour est valable pour toutes les banques primaires, les institutions de microfinances ainsi que les opérateurs du marché, pour qu'ils puissent définir leur taux de base. Mais avec un taux directeur quasiment élevé, on pourrait assister au ralentissement des

prêts venant des banques primaires. Pareillement, ces dernières réviseront leur taux d'intérêt, ce qui engendrerait une cession de crédit de la part de leurs clients. « Cette décision d'adoption d'un deuxième taux directeur, serait adéquate pour bien gérer la demande et maîtriser l'inflation », a déclaré Alain Rasolofondrainibe, gouverneur de la BFM. « Il se dessine clairement une volonté des autorités monétaires de laisser

le marché décider du niveau des taux d'intérêt interbancaires. Les taux auxquels les banques se prêtent entre elles, devraient s'orienter à l'intérieur d'un corridor et les interventions de la BFM devraient progressivement devenir moins nombreuses et être avant tout destinées à éviter que les limites inférieures et supérieures de ce corridor ne soient l'objet de soubresauts trop brutaux », explique une source auprès d'une banque primaire.



L'une des priorités affichées est l'électrification rurale, à travers l'utilisation de centrales solaires ou mixtes. Photo : ferme solaire d'Iharolava, à Ambatolampy

LOI DES FINANCES RECTIFICATIVE

Priorité aux investissements publics

Un budget scruté à la loupe. Il a fallu une réunion de sept jours d'affilée pour accoucher de la Loi des finances rectificative (LFR). Elle guidera la Politique générale de l'État (PGE).

Par Iharivelo Randiniaina

La Loi des finances initiale (LFI) avait été votée à la hâte dans un hémicycle quasi vide à la fin de l'année 2018 et dans un relatif anonymat. La rectification de cette loi était l'une des priorités affichées par le chef de l'État et le ministre de l'Économie et des Finances. Lors de son entretien avec *Expansion Madagascar*, ce dernier avait déjà expressément noté que « des réformes se feront à travers la Loi de finances rectificative » (voir *Expansion Madagascar* numéro 18).

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Les relents du « *Fisandratana* » de Hery Rajaonarimampianina étaient encore particulièrement importants dans cette version initiale de cet acte législatif. Carrément mis en conclave, de nombreux ministres avaient été engagés par le numéro Un de l'État pour plancher sur

la Loi de finances et la réaménager. Selon les explications des ministres concernés, de nouvelles approches ont été adoptées lors de l'adoption de la LFR, afin de canaliser les dépenses publiques vers les projets de développement. Certaines tensions ont été constatées durant toute cette phase. « Une lecture et une étude ligne par ligne des dépenses inscrites par chaque ministère ont été effectuées. Le but était de parvenir à mettre en place une bonne gouvernance pour redresser l'économie nationale afin d'apporter un réel développement », avait défendu la communication de la Présidence quand, au bout de quelques semaines, la LFR n'était pas encore adoptée au grand dam des observateurs et des opérateurs économiques. Au final, le texte qui a été « pondu » affiche d'énormes ambitions et sa publication n'est sûrement pas le fruit du hasard à quelques semaines des légis-

latives. Cette LFR doit traduire en actions concrètes les promesses de campagne du candidat Andry Rajoelina.

BUDGET

Scrutée à la loupe, cette LFR donne la part belle aux infrastructures et aux réalisations sociales. L'ensemble du budget de fonctionnement et des investissements s'élève à plus de 5 562 milliards d'ariary, dont 1 340 milliards d'ariary seront consacrés aux programmes d'investissement public interne, 1 697 milliards d'ariary pour le budget de fonctionnement et plus de 2 574 milliards d'ariary aux indemnités. La LFR met l'accent sur la réalisation d'une longue série de construction d'infrastructures. Le début des chantiers de Tanamasoandro, la nouvelle ville à la lisière de la capitale, sera entamé dès cette année. Treize hôpitaux, quatre universités, 800 salles de classe sortiront de terre, selon le compte-rendu du conseil des ministres. Cinq routes nationales seront réhabilitées et 50 000 hectares de zones irriguées aménagés pour augmenter les rendements des cultures de riz. Le budget alloué à l'adduction d'eau sera revu à la hausse pour atteindre près de 56 milliards d'ariary. Il permettra de faire bénéficier d'eau potable 1 500 000 de personnes. Pour aboutir à ce chiffre, les dépenses de fonctionnement de l'Administration seront ponctionnées de 20 %.

«Tous les ministères sont concernés par les coupes budgétaires», explique-t-on. L'on ne sait pas encore dans quel poste de dépense cet argent sera raboté au sein des ministères, mais la coupe sera sévère.

CHANGEMENT

La totalité des recettes publiques inscrites dans la LFR 2019 est évaluée à plus de 5 805 milliards d'ariary dont 12,3% proviennent de recettes fiscales. Même si durant le débat d'entre-deux-tours Andry Rajoelina avait assuré qu'il serait difficile pour le pays de se développer en s'adossant continuellement sur les Partenaires techniques et financiers, la LFI englobe encore des investissements extérieurs pour la réalisation de différents projets qui s'élèvent à 2 313 milliards d'ariary. Ainsi, la totalité des dépenses publiques rectifiées s'élève à 8 607 milliards d'ariary dont 60% pour les infrastructures, 14% pour les affaires sociales. La gestion de l'administration est réduite à 20% alors que les dépenses dans les secteurs productifs stagnent à 6%. L'administration Rajoelina a fait le pari (risqué) de l'investissement public avec des indicateurs vérifiables et mesurables, avec les risques de retour de bâton que cela induit. «Toutes les dépenses sont focalisées sur les chantiers de développement qui aboutiront à des résultats tangibles, mesurables et quantifiables pour que la population sente réellement le changement», avait commenté le service de communication de la Présidence. L'arsenal de mesures inscrit dans la LFR devrait contribuer à doper les investissements publics. Reste à savoir si des mesures seront adoptées ultérieurement en faveur du secteur privé. En tout cas, la Haute cour constitutionnelle (HCC) a déclaré cette LFR conforme à la Constitution. ■

CHIFFRES CLÉS

-20%

baisse des dépenses de fonctionnement de l'Administration

1 340 milliards d'ariary

programmes d'investissement public interne

48 milliards

économie réalisée

5 805 milliards d'ariary

évaluation des recettes fiscales

Source : ministère de l'Économie et des Finances

DISCUSSION D'AZ : LE SECTEUR PRIVÉ

Dans ce budget ambitieux, le secteur productif a été quelque peu oublié. Or, les groupements économiques avaient pris part à une conférence budgétaire pour mettre sur pied la LFR. Richard Randriamandrato, le ministre de l'Économie et des Finances, avait pourtant considéré comme «une opportunité pour le secteur privé d'évoquer de nouvelles pistes, afin que les lois de finances aussi bien initiales que rectificatives soient bâties

sur des bases innovantes». Le SIM, le Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), le Fivondronan'ny mpandraharaha malagasy (Fivmpama), le Groupement des entreprises Franches et partenaires (GEFP), Entreprendre au Féminin, la Fédération des Hôtelliers et Restaurateurs de Madagascar (Fhorm), la Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) avaient été conviés pour apporter leur point de vue. Les propositions des acteurs

privés ont été en général orientées sur le système d'imposition. La mise en place d'un système de taxation forfaitaire pour les très petites et moyennes entreprises, le rabais de l'impôt synthétique intermittent fixé à 5% sur la production en milieu rural, le rabais de la TVA à 10% pour les restaurants et la possibilité de choix entre le paiement de ce TVA et l'impôt synthétique chiffré sur le chiffre d'affaires du restaurant. Le secteur privé a

avancé d'autres propositions. Il a souligné l'importance de la continuité des Dialogues public-privé (DPP). La reprise des anciennes rédactions sur des articles amendés en 2017 sur le secteur tabac a été aussi demandée ainsi qu'une demande de rappel à l'ordre concernant les taxes parafiscales prélevées par les Collectivités territoriales décentralisées (CTD).

EMMANUEL COTSOYANNIS

Directeur général de Miarakap

« Les ressources financières pour accompagner et pour financer les entreprises sont disponibles »



Emmanuel Cotsoyannis, (au centre de la photo) le directeur général de Miarakap, lors du lancement de la troisième prise de participation de Miarakap : Vatel Madagascar

Emmanuel Cotsoyannis, le directeur général de Miarakap, la première société d'investissement à impact dédiée au financement et à l'accompagnement des Petites et moyennes Entreprises (PME) et des start-ups à fort potentiel à Madagascar, détaille ses missions et ses projets.

Par Raoto Andriamanambe et Mitsinjo Alisoa
Photo © Miarakap

Pouvez-vous rappeler l'esprit de Miarakap ?
Miarakap est un fonds d'investissement à impact, dédié au financement, à l'accompagnement, et à la promotion des PME et des start-ups à Madagascar. C'est un fonds qui a été créé en février 2018, à l'initiative d'Investisseurs&Partenaires (I&P), un fonds d'investissement panafricain, lui-même intervenant et finançant les PME, pour des montants d'investissements supérieurs à celui de Miarakap. La création de Miarakap est également à mon initiative. J'ai été entrepreneur pendant une dizaine d'années. Je pouvais mesurer les enjeux liés au financement et à l'accompagnement d'un entrepreneur. Ensuite, nous avons été rejoints par un groupe d'investisseurs et d'entrepreneurs majoritairement malgaches. En ce qui concerne les financements, il s'agit des grandes entreprises, des institutions bancaires, d'entrepreneurs, ainsi

que d'actifs dans le milieu de la finance ou de l'industrie. La philosophie qui nous anime et qui nous a réunis autour de la table est que les PME, notamment les plus petites d'entre elles, sont un levier absolument indispensable du développement économique, de l'inclusion sociale, de l'innovation, de l'amélioration de la condition de vie, de l'élargissement de l'offre de produits et services essentiels, de l'accès au salariat et à l'assurance sociale. C'est un puissant moteur de développement. Pourtant, les PME ont le plus de difficultés dans l'économie malgache. Contrairement aux grandes entreprises, elles ont un accès limité aux financements.

Quand on voit la typologie des trois entreprises que vous accompagnez, elles sont très différentes. Quelle est la pertinence de ce choix ?
...Et elles vont l'être de plus en plus parce

qu'on vient d'approuver notre quatrième investissement. Il s'agit de trois entreprises formelles, structurées et organisées. Par exemple, Chicky comptait quatorze ou quinze employés quand nous sommes entrés dans son capital. Elle en compte aujourd'hui soixante-dix. On fait état de 700 000 salariés à Madagascar, dont une ligne formels, pour 25 millions d'habitants. Nous sommes convaincus qu'il est plus facile de créer des millions d'emplois, en créant des dizaines de milliers d'entreprises, qu'en créant quelques centaines d'entreprises, qui emploieront des milliers de personnes.

Les entrepreneurs se heurtent aujourd'hui à des problèmes évidents de financement. Les ressources aujourd'hui, de manière générale, sont-elles disponibles à Madagascar, les ressources financières pour accompagner l'essor de ces PME, voire même des TPE ?

Je vais vous surprendre, la réponse est oui ! Les ressources financières pour accompagner et pour financer les entreprises sont disponibles. Les banques disposent de liquidités importantes. Les bailleurs de fonds souhaitent financer le secteur privé. Aujourd'hui, quand vous les recontez, ils vous disent que "le secteur privé est un enjeu. Il faut qu'on l'accompagne et le finance". Des fonds comme Miarakap démontrent qu'on peut mobiliser localement. 70% des fonds levés par Miarakap l'ont été de manière locale. Je crois que le sujet n'est pas sur la disponibilité des ressources. Il est plutôt sur la capacité que vont avoir les acteurs financiers, à les mettre à la disposition des PME de manière satisfaisante. Deux problèmes se posent. Le premier est que la plupart des entreprises qui viennent nous voir ne sont pas prêtes pour recevoir des financements. Elles disent que le problème est l'argent. Cependant, à bien y regarder, il est question de structuration, de problème de développement et de formalisation de besoins. Les entreprises ont besoin de dispositifs d'accompagnement, qui font défaut à Madagascar. La seconde difficulté repose sur l'informel. 95% de l'économie malgache demeurent informelles. Il n'y a pas de solution. Il faut pousser les entreprises à se formaliser, en étant extrêmement pointilleux sur le fait que nous n'accordons pas de financement à des entreprises qui ne peuvent pas se formaliser intégralement. Ce faisant, on espère pouvoir montrer que, pour les entreprises qui veulent se développer, la formalisation est une étape indispensable.

Vous l'avez souligné, nous avons actuellement un environnement entrepreneurial émergent, somme-nous dans la bonne voie, en termes de pratique, de mécanisme financier et d'approches? Nos entrepreneurs sont sur la bonne voie ou s'y prend-on mal si vous analysez l'environnement en général ?

Il y a une vraie dynamique entrepreneuriale à Madagascar. En fait, on n'a pas le choix. Les millions d'emplois qui vont devoir être créés dans les années qui viennent n'existent pas dans les entreprises d'aujourd'hui. Donc, finalement, pour un jeune formé académiquement ou professionnellement, qui chercherait une voie de succès et en même temps la stabilité, je lui recommanderais l'entrepreneuriat à Madagascar. Je crois qu'on a un environnement qui est très propice à l'entrepreneuriat en ce sens que le pays a un potentiel de diversités très grande. Dans le secteur agricole, il y a énormément d'opportunités qui ne sont pas réservées au grand groupe. Les services ont le même potentiel de diversification avec une approche très intéressante : on a plus en plus d'entreprises qui ont besoin de services. Je ne voudrais pas

comparer avec d'autres pays à des stades de développement proche, mais je crois qu'il y a une culture du sérieux, du travail et de la résilience. Ces quinze dernières années, les Malgaches ont montré qu'ils savaient courber l'échine et se relever. Résister est une vraie qualité d'entrepreneur. Après, s'y prend-on bien ? Récemment, il y a eu des annonces assez spectaculaires sur le soutien public, gouvernemental et bancaire à l'entrepreneuriat, avec le dispositif de financement microentrepreneurs "Fihariana". Je crois que c'est une bonne mesure qui doit être accompagnée par des dispositifs à mettre en place avec des soutiens du privé ou du public, avec des structures d'incubation et d'accompagnement. Madagascar est entrée dans une phase, dans un climat qui est indispensable pour le développement des entreprises, qui est celui de la stabilité. L'objectif de Miarakap, certes c'est de financer quarante entreprises, mais c'est surtout de faire émerger quelques champions, dix ou quinze, et que ces champions deviennent des inspirations pour des centaines voire des milliers d'entrepreneurs de demain. ■

► TEXTO

► PERSPECTIVES

Des milliards à investir dans les PME

Miarakap prend des participations minoritaires au capital d'entreprises à fort potentiel de croissance, pour des montants unitaires compris entre 100 millions et 1,2 milliard d'ariary, et apporte à ses participations ainsi qu'un soutien stratégique, managérial et technique. En tant qu'acteur de l'investissement à impact, Miarakap se donne pour mission de maximiser son impact économique, social et environnemental à travers ses prises de participations, et contribuer au développement malgache. « Nous aurons financé une vingtaine de projet d'ici cinq ans, et quarante projets à un horizon de dix ans. Ce qui nous amènera, en termes financier, à investir environ 30 milliards d'ariary en dix ans. Aujourd'hui, nous sommes dans le temps. Nous avons investi un milliard d'ariary pour la première année. On devrait en investir à nouveau deux milliards d'ariary en 2019 », dévoile Emmanuel Cotsoyannis, directeur général de Miarakap. Pour lui, « l'ambition Miarakap est de devenir un acteur incontournable du financement et de l'accompagnement des PME ». Pour le fonds d'investissements, l'objectif à moyen terme est de mobiliser



davantage de fonds privés, publics et institutionnels pour financer les PME. Miarakap veut aussi impulser une dynamique avec les dispositifs existants, notamment les banques. « Nous ne faisons pas le même métier. Nous avons des zones de collaboration qui sont très claires », insiste Emmanuel Cotsoyannis. Le problème de financement auprès des institutions bancaires demeure entier malgré les offres et les avancées. « Aujourd'hui, certains banquiers ont de très bons dossiers à qui ils souhaitent prêter mais les entreprises ont besoin davantage de fonds propres, de capital ou d'accompagnement. Et on intervient en complément avec le bancaire », soutient notre interlocuteur. ■



AMIRALY HASSIM

Président du SIM

« Le renouveau de Madagascar passera par une industrie forte »

Le nouveau président du SIM trace les grandes lignes de son mandat, les défis qu'il veut relever, la relation qu'il veut établir avec l'Administration, la concurrence déloyale... dans cette grande interview.

Par Raoto Andriamanambe - Photo © Becom

Vous avez placé votre mandat sous le thème du « dialogue » et « partenariat ». Quelles seront les priorités et les actions que vous allez initier ?

Permettez-moi de remercier les membres du SIM qui, lors des élections, m'ont donné leur confiance pour diriger l'institution. J'ai choisi ce thème car, en premier lieu, pour moi, le dialogue est très important. Si l'on regarde à la loupe le bilan des cent jours du président de la République, l'esprit du dialogue a été instauré et fréquemment mis en avant. Il s'agit d'un dialogue constructif, orienté vers l'avenir et non plus vers le passé. Le secteur privé et notamment les industries seront impliqués pour faire avancer les choses de manière intelligente : il faut faire vite et bien. Pourquoi vite et bien ? D'abord, les autorités souhaitent accélérer le développement de Madagascar et ce, via l'industrialisation. Qui plus est, nous avons perdu près de 60 ans dans notre développement. Mais malgré cet empressement, il faudra néanmoins instaurer les bonnes bases pour un développement harmonieux. Aujourd'hui, on nous donne l'opportunité d'aller vite et bien. Cependant, sans dialogue, on ne peut pas construire durablement.

Quel serait votre style de leadership à la tête du SIM ?

"Être au service des autres", c'est-à-dire appuyer les industriels et cette nouvelle jeunesse émergente à Madagascar. Le rôle du Syndicat est de défendre les intérêts et d'accompagner les industries locales et les structures existantes. J'ai la chance d'avoir suffisamment de temps et de collaborateurs pour mener à bien cette mission. Mon ambition est de mener ce bateau à bon port avec l'aide de tous.

Quelles sont vos priorités pour le SIM ?

Il faut mettre en confiance les membres du SIM et leur montrer que le Syndicat œuvre pour les défendre. Nous devons être au même niveau d'information afin de résoudre

les problèmes qui pourraient se poser et parler d'une voix commune. Le SIM devra également rayonner sur le plan régional pour accompagner les industries locales à accéder aux marchés régionaux et promouvoir les investissements à Madagascar. Il y a donc beaucoup d'enjeux, et il s'agira de mettre les chances de notre côté pour réussir.

Quelles seraient les pistes de travail que vous allez suivre ?

Concrètement, le plus important pour moi est le partenariat. Nous allons établir ou rétablir nos relations avec nos îles voisines et avec les régions avec qui Madagascar a signé des accords commerciaux. Depuis que la Commission de l'Océan Indien existe (COI), il est dommage et regrettable que les produits malgaches ne soient que trop peu présents sur le marché régional. Nous allons clarifier cette situation avec nos îles sœurs à travers des consultations constructives. Il y a sûrement des responsabilités de notre part. Il faudra adresser la question des normes parfois restrictives qui empêchent les produits malgaches de s'exporter.

Vous êtes donc plutôt pour un recentrage avec nos voisins avant de s'attaquer à des marchés plus grands ?

Les escaliers se montent marche après marche. Cela nous donnera l'expérience pour aller plus loin. Il ne faut rien négliger et construire durablement.

Nos îles sœurs protègent farouchement leur marché. Pourrions-nous espérer avoir notre part de soleil ?

Elles protègent leur marché, mais nous pouvons aussi protéger le nôtre. Il faut que nous soyons sur un même pied d'égalité. Nous ne sommes pas contre les normes, mais elles doivent être claires et applicables de manière réaliste. À travers le dialogue et les échanges, nous demanderons à mettre en commun nos expériences pour que l'on puisse travailler main dans la main. La Grande île a toujours été imaginée en grenier

de l'océan Indien, mais pour y arriver, il faut dialoguer et aligner les intérêts: que produire, de quelle manière, sous quel modèle, et avec quels moyens ? Nous allons prendre la main sur ces discussions qui doivent être constructives et pragmatiques.

Dans l'environnement global du marché, Madagascar est entré dans la phase du libre-échange. Quelle est votre position sur ce point ?

Le monde a changé. Aujourd'hui, faire cavalier seul n'est ni évident ni conseillé. Certes, il faut se donner la main entre nous, mais il ne faut pas avoir peur de dire "sur ce que nous ne pouvons pas faire, faisons appel aux autres". On peut faire appel aux investisseurs étrangers qui sont sincèrement les bienvenus. Néanmoins, le secteur privé, ainsi que la législation, devraient être les balises sur cette route que l'État a tracée. Le SIM est prêt à jouer son rôle afin de rendre la destination Madagascar aussi compétitive pour les locaux qu'attractive pour les investisseurs étrangers.

Concrètement, quels seront les appuis que vous êtes prêts à donner ?

Il faut mobiliser les opérateurs économiques de tous bords, mais surtout nos compatriotes malgaches. Ces derniers doivent être sensibilisés, accompagnés et devenir une partie prenante du programme national pour l'industrialisation et le développement économique. Le SIM, en tant que plateforme de l'industrie à Madagascar et au niveau de la région, sera heureux de déployer des mécanismes d'appuis qui seront élaborés en consultation avec l'ensemble des parties. L'industrie à Madagascar est à genoux : il est temps de se ressaisir et de reprendre la place que nous méritons sur l'échiquier régional et continental.

Malgré les difficultés qui continuent à être très handicapantes pour l'industrie, un peu de lumière a pu être constatée à travers des actions étatiques en faveur

► BIOGRAPHIE

AMIRALY HASSIM

UN ENTREPRENEUR AGUERRI À LA BARRE DU SIM

Amiraly Hassim est un entrepreneur actif dans l'industrie agroalimentaire (Food & Beverage), plastique (Technopet) et des NTIC (SmartOne) à Madagascar. Il a également investi aux Comores dans les années 2000, dans l'hôtellerie ainsi que l'agroalimentaire, après avoir exercé dans le transport puis avoir repris l'entreprise Ameca à Antananarivo, dans les années 90.

Avant de devenir entrepreneur, Amiraly Hassim a été employé d'entreprises publiques Malgaches comme la Sotema, la Roso, et la Somacodis. Il est membre fondateur du Carrefour des entrepreneurs de l'océan Indien, membre de l'Organisation patronale des Comores, membre de l'Association professionnelle des transporteurs routiers (APTR), et a été président de la Communauté Aga Khan dans l'océan Indien ainsi que de diverses associations à Madagascar. Il a été élu président du SIM le 26 avril 2019, succédant ainsi à Fredy Rajaonera à la tête de l'institution.

de l'industrie : par exemple, les mesures de sauvegarde décrétées par l'Autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales (voir article, par ailleurs)...

Il faut profiter de cette lumière pour avancer rapidement. Nous n'allons pas trop nous attarder sur le passé. Reconnaissons le fait que les autorités retranscrivent cette ambition. Pour les opérateurs privés, c'est une véritable occasion. Mais il faut être prêt, je le souligne une fois de plus, et prendre nos responsabilités pour soutenir ces actions.

Aujourd'hui, les industries malgaches sont-elles réellement prêtes au rendez-vous de la concurrence ?

Nous devons revoir certains points avec l'État. N'oublions pas que l'industrie locale a souffert durant plus de six décennies. La concurrence est saine lorsque tous les acteurs se battent avec les mêmes armes. C'est un prérequis pour l'instauration d'un climat de confiance et un redémarrage de l'investissement. Nous comptons sur un dialogue franc et soutenu avec l'État pour accompagner la mise en œuvre d'une politique visant à assainir l'environnement concurrentiel à Madagascar. La concurrence doit être une bénédiction et faire avancer le pays, au lieu de brider son développement.

Quelles seraient les actions que vous allez entreprendre à travers la promotion lancée par le SIM et le Procom le label «Malagasy ny Antsika» ?

Ce label a pour vocation de valoriser les produits Malgaches qui sont issus de l'Industrie nationale et en quelque sorte de certifier que ces produits sont éthiques, responsables, citoyens, et bénéficient au pays et à sa population. Bien entendu, il reste du travail pour harmoniser certains standards et donner à ce label tout le poids qu'il doit avoir. Le "Malagasy Ny Antsika" doit devenir un argument de vente pour les entreprises, tout comme il doit être un gage de sécurité pour le consommateur. Le Procom accompagne le SIM dans sa mise en œuvre, et nous comptons sur l'État pour également soutenir cette initiative. À noter que ce label est également destiné à promouvoir l'innovation et les nouveaux projets ambitieux qui sont portés par la jeune génération d'entrepreneurs malgaches.

Vous faites référence aux start-ups. Quels seraient les accompagnements du SIM à ces jeunes entrepreneurs.

En tant qu'ainés, nous leur disons : "Profitez de l'environnement de dialogue qui s'installe". Le SIM est prêt à mettre à contribution l'expérience conjuguée de ses membres afin de tendre la main à ces jeunes entrepreneurs et leur permettre d'évoluer sereinement dans l'environnement économique malgache.

Comment allez-vous travailler avec les autres groupements économiques ?

Ce n'est qu'à travers le dialogue que nous pouvons établir une relation franche et saine. Nous serons complémentaires. Je pense que l'on peut accompagner ce mouvement pour le renouveau de Madagascar.

Vous insistez sur le dialogue, mais dans l'élaboration de la Loi de finances rectificative (LFR), certes, le SIM a été consulté mais certaines de vos idées n'ont pas été retenues. N'avez-vous pas peur qu'on retombe dans les mêmes travers ?

Quand on parle de dialogue, il est aussi question de savoir trouver des compromis. Nous sommes déjà heureux que nous ayons été consultés, c'est un très bon point. Quand on parle d'échanges, des points positifs et des points à améliorer sortent systématiquement. Ce n'est pas grave si certains aspects n'ont pas été compris ou intégrés dans les remarques. L'objectif est de continuer à dialoguer et à partager les points de vue et c'est un travail de longue haleine qui portera ses fruits, j'en suis convaincu.

En tant que président du SIM, vous siégerez au conseil d'administration de la Jirama. Quels sont les défis dans ce secteur en pleine restructuration ?

Nous aurons l'œil sur le domaine de l'énergie. Madagascar est l'un des pays qui affichent le prix du kWh le plus cher en Afrique. Quand j'ai dit que les industriels étaient à genoux, ce n'était pas lié seulement à la concurrence déloyale, mais à toutes les charges et ces tracasseries qui ont freiné l'industrie malgache. L'État fait de l'énergie une priorité et est déterminé à résoudre les

soucis relatifs à la Jirama, tout comme sur la question liée au prix du carburant. Je suis sûr que le dialogue permettra à l'industrie malgache de repartir de plus belle.

L'industrialisation est l'une des priorités affichées par l'administration Rajoelina.

Comment le SIM se positionnera-t-il ?

Nous allons discuter avec l'État car c'est un axe de travail prometteur, mais les industriels devraient être sollicités et incités à participer à toutes les discussions et à tous les projets relatifs à l'industrialisation du pays. Il est essentiel que nous fassions appel aux investisseurs, mais il est tout à fait logique également que les industries locales soient considérées. Malheureusement, à chaque fois que le secteur privé réclame certaines mesures, on le taxe toujours de "quémendeur". Nous ne sommes pas là pour quémander, nous sommes là pour dire où sont les problèmes et apporter des solutions. L'État a ouvert une autoroute, mais on ne peut accélérer car il y a des ralentisseurs à déplacer. Quand l'Administration parle de développer les 22 régions, nous ferons en sorte que l'on puisse mobiliser les membres du SIM en province. Il faut aussi voir les barrières sur les financements et la législation et solutionner la lenteur administrative qui nous freine dans nos actions.

Êtes-vous confiant ? Sommes-nous sur les bons rails ?

Prédir l'avenir est un exercice difficile. Mais si l'on ne regarde que le bilan des cent jours de l'Administration, nous voyons des signes assez positifs. Nous n'allons pas revenir sur le passé, mais nous devons en tirer les leçons. Le moment est venu de nous donner la main : les opérateurs, les industriels, les consommateurs et l'Administration.

Pour conclure, quel message voulez-vous faire passer ?

À mes compatriotes, je dirai qu'une ère nouvelle s'ouvre, une jeunesse ambitieuse et une génération née après l'indépendance émerge. Essayons de tourner la page, essayons de mettre de côté ce qui nous a divisés, rassemblons nos forces et allons de l'avant !

Chiffres clés du marché du travail à Madagascar



4 millions

de chômeurs dont 70% sont des jeunes.



42%

ont un emploi en inadéquation avec sa fonction de base.



4%

des employés ont un travail formel, dignes et respectant les normes internationales.



42.5%

des travailleurs sont en situation de sous-emploi.



34.5%

des femmes et

91.7%

des hommes sont dans le secteur informel.



80.5%

de la population active exerce une activité de substitution.



85%

de population active dont

58%

de femmes et

15%

de jeunes sont les plus touchés.



LE LEADERSHIP AU FÉMININ PLURIEL

Promouvoir l'entrepreneuriat féminin, créer des opportunités d'affaires et rechercher l'excellence. Ce sont les défis du GFEM. Le groupement œuvre dans ce cadre dans le renforcement de capacités des femmes entrepreneures, investies et engagées, tout en représentant et en défendant leurs intérêts.

L'entrepreneuriat féminin constitue un moyen indispensable à la croissance économique. Le Groupement des Femmes Entrepreneures de Madagascar (GFEM) s'engage dans la promotion et le développement de ce potentiel. Le GFEM a pour objectif principal de professionnaliser les femmes chefs d'entreprises à Madagascar. Fédérées autour des valeurs de la solidarité, de l'intégrité et de la responsabilité, les femmes regroupées au sein du groupement veulent favoriser les rencontres, les liens et le soutien mutuel.

Visibilité et participation

Sa raison d'être est de promouvoir et de soutenir l'entrepreneuriat au féminin et également, de pallier aux différentes inégalités qui peuvent l'entraver dans le contexte local ou international. Cela pour pousser ces femmes entrepreneurs à performer en permanence. Le groupement est composé essentiellement de micros, de petites et de moyennes entreprises ainsi que de petites et moyennes industries qui ont une existence légale. Le GFEM ambitionne ainsi d'accroître la visibilité de la participation de l'entrepreneuriat féminin à l'économie nationale.

Partenariat

Créé en 2016, le GFEM compte actuellement 220 femmes entrepreneures et constitue une fédération de 12 associations autonomes œuvrant dans divers secteurs tels que l'agribusiness, la transformation, la mine, la communica-

tion, la logistique, etc. Le but est, entre autres, d'aboutir d'un commun accord dans le développement durable des secteurs d'activités. Dans une optique de recherche permanente de l'excellence pour ses membres le GFEM a signé 6 accords de partenariat. Le groupement a participé à 8 rencontres internationales de renom et a développé près d'une centaine d'opportunités d'affaires. Depuis 2017, le groupement est membre de l'association Femmes Chefs d'Entreprises Mondiale (PCEM), le plus grand et le plus ancien réseau mondial d'affaires, regroupant plus de 100 000 membres. Le GFEM travaille également de concert avec de nombreuses institutions internationales pour promouvoir le savoir-faire et l'expérience de ses membres.

Intégration sociale

Dirigé par sa présidente fondatrice Fanja Razakaboana, le GFEM vise à encourager toutes les femmes entrepreneures à se surpasser et à porter haut le flambeau d'un entrepreneuriat féminin fort et dans l'air du temps. Compte-tenu du fait que Madagascar possède des atouts et de ressources inégalables pour développer l'entrepreneuriat, les femmes investies et engagées doivent prendre part à cette opportunité unique en son genre, pour contribuer à l'essor socioéconomique du pays. Le GFEM s'assure de la visibilité et de l'intégration sociale et économique des femmes dans le paysage entrepreneurial local et international.

CHIFFRES CLÉS



220

femmes entrepreneures



8

rencontres internationales
organisées



12

associations autonomes
organisées

WIB 2

éditions de Women in business
organisées



100 000

femmes regroupées au sein de
Femmes Chefs d'Entreprises Mondiale
(PCEM), dont le GFEM est membre

PORTRAIT DE FEMME

Fanjanirina Claudette Sambo

Valoriser le terroir du Sud malgache

Née à Betroka, Fanjanirina Claudette Sambo est une experte en gestion. Elle est membre du GEFM et est particulièrement expérimentée dans le montage de projets communaux. Elle a déjà piloté la direction régionale du tourisme, dans la région d'Ihorombe. Son projet de production de confiture, d'huile végétale et de charbon sakoa (marula) lui a valu d'être récompensée durant le gala du GEFM. « Les besoins exprimés durant le salon ITM 2018 en huiles végétales notamment venant des fruits en abondance dans ma région (avocat, figue de barbarie, marula, jujube, etc.) m'ont poussée d'intervenir dans ce secteur », confie-t-elle.

Elle a acquis de plus grande compétence, en matière de transformation de fruits, grâce à deux formations complémentaires, à l'initiative du GEFM, une sur l'énergie renouvelable, financée par GIZ PERER, et l'autre dans la transformation de fruits, financée par le programme d'Appui à l'Emploi et à l'Intégration Régional (PROCOM). Fanjanirina Claudette Sambo veut particulièrement valoriser le fruit du marula. Son entreprise VASIA affiche une vision bien précise, relayée par sa fondatrice. « Dans dix ans, l'entreprise sera leader de production des produits terroir du sud de Madagascar. Ces produits nourriront et deviendront des ressources de revenu de la population du sud de Madagascar ».



WOMEN IN BUSINESS 2019

« Get Inspired »

Le WIB 2019 n'est pas une simple rencontre, c'est avant tout une culture, un esprit, une vision en commun pour le développement de l'entrepreneuriat au féminin.

Le « Women In Business » (WIB) 2019 a été entrepris dans l'objectif de développer le réseau d'affaires des femmes, de stimuler leur énergie entrepreneuriale et leur créativité. L'évènement a été parrainé par la ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, Lantsoa Rakotomalala. Notons que la Bank Of Africa Madagascar (BOA) a renouvelé son partenariat avec le WIB.

« Get Inspired » est le thème de la deuxième édition de ce forum d'affaires, économique, national d'envergure internationale. Elle a permis aux femmes entrepreneures malgaches et à celles qui veulent s'y lancer, de s'inspirer, s'informer, se former, s'améliorer, selon les mots d'ordre adoptés pour cette occasion. En d'autres termes, cette plateforme a offert une opportunité d'affirmer le réseau, de se former, de découvrir un peu plus sur soi, d'apprendre des autres et de partager des valeurs communes.

Dans cette deuxième édition, la première journée a été dédiée aux débats en panel : Le leadership féminin, avec Lantsoa Rakotomalala, Elia Ravelomanantsoa, Nadia Mensah Acogny, Rivo Rakotondrasanjy, Coralie Gevers ; ensuite, Innovation et commerce digital, avec Wendy Paratian, Karen Andriamamonjy, Charlotte Libog, Baovola Rajaonarison et Gil Razafintsalama. Le deuxième jour a été consacré au coaching à travers trois thèmes développer : Confiance en soi : une des clés de la réussite (Faranah Goulamaly), L'habit peut faire le moine : savoir-être et agir dignement (Hasina Ranaivo) et le Personal branding (Toky Rajaoana). Le WIB AWARD 2020 sera lancé cette année pour récompenser le savoir-faire féminin de tous les secteurs. Il a été développé avec le soutien de la Bank Of Africa Madagascar (BOA). Cette deuxième édition de WIB a été soutenue par l'International Trade of Commerce (ITC) avec l'appui de l'United of Nation Economic Commission for Africa (UNECA) et, FACMAIR/CIR.



Le mot de... Fanja Razakaboana, présidente du GFEM

« Mes engagements sont d'inspirer les femmes, les accompagner et les soutenir dans le développement de leur leadership tout en créant des synergies entre les femmes leaders ainsi que les entrepreneurs opérant aux niveaux national et international. »





FILIÈRE AVICOLE

Devéloppez la chaîne de production

Pour démontrer son implication dans le développement de la filière avicole et son intégration dans le paysage économique local, Chantecler met en avant son côté «Vita Malagasy».

Par Van-Lee Behaja et Iharivelo Randriainina
Photos © Raoto Andriamanambe

La filière avicole est en plein essor dans la Grande île. Grâce à une hausse de la demande et à des investissements massifs de divers acteurs, le secteur a vu émerger des champions nationaux qui doivent développer leurs circuits de distribution. La marque Chantecler, distribuée par Panagora, fait figure de locomotive.

CONSOMMATION

Même si sur l'échelle continentale, la consommation a tendance à croître, le marché est encore à sur le plan national. Un Africain ne consomme en moyenne

qu'un œuf toutes les cinq ou six semaines, tandis qu'un Japonais en consomme presque quotidiennement. Même constat pour la viande de volaille, selon un constat de la Banque Mondiale. En une année, un Africain ne consomme en moyenne que 3,3 kg de viande de volaille, contre 28 kg pour un Français et une moyenne mondiale de 14 kg. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la consommation de produits aviaires reste toujours un luxe, alors que les besoins en protéines animales sont importants. À Madagascar, le taux de consommation moyen avoisine les 3 kg de viande de volaille par an. Certes,

la demande est déjà croissante, mais le marché demeure encore très large.

INTÉGRATION

C'est dans ce contexte que la marque Chantecler œuvre sur le marché local. Elle a été lancée en 2015 par le groupe mauricien Eclasia. Distribuée dans les grandes et moyennes surfaces, dans les commerces de quartier – avec des revendeurs malgaches qui ont, déjà, réussi à fidéliser leurs clients, – jusqu'aux tables des cantines collectives et des grands restaurants, la marque s'est peu à peu installée dans le pays et continue de miser sur le «Vita Malagasy». «Cela démontre notre intégration dans le paysage économique local et toute notre implication dans l'agroalimentaire, notamment le développement de la filière avicole», révèle Violaine Hrebicek-Harel, responsable marketing de Panagora Madagascar. Désormais, la marque avance dans sa conquête du marché malgache avec un nouveau slogan, «Chantecler le poulet de chez nous» ainsi qu'un nouveau logo. Pour le moment, elle occupe moins de 5% de la part de marché sur toute la volaille de chair à Madagascar et à moins de 2% sur toute la volaille. Mais sa marge de progression est encore importante. «Nous pouvons en déduire que le marché malgache est encore très large. Il offre un potentiel de croissance énorme», signale, à cet effet, la responsable marketing de Panagora Madagascar.

CONSUMMATEURS LOCAUX

Pour élargir sa part de marché, la marque a décidé d'adopter des axes précis de développement. Chantecler se met régulièrement à l'écoute des consommateurs, se rapproche de plus en plus de ses clients et mène, dans cette optique, des enquêtes de satisfaction pour mieux cerner leurs attentes. En parallèle, elle partage un modèle de business qui appuie les revendeurs, en termes de visibilité par exemple, à travers un support marketing incluant diverses animations, et des coachings ou un accompagnement dans le développement de ses collaborateurs. Des animations

au niveau des entreprises et des restaurants partenaires figurent aussi parmi les stratégies de communication de la marque. «Nous avons adopté une nouvelle façon de communiquer et de promouvoir la marque cela tout en améliorant les processus de fabrication du poulet, et également, en présentant continuellement de nouveaux produits», précise, pour sa part, Servan Razafimahefa, responsable communication auprès de Panagora. Comme le marché local est très dynamique et évolue positivement, ce changement d'identité visuelle intervient à un moment opportun. Il correspond à la redéfinition des piliers de la marque : la promotion du «Vita Malagasy», le respect des normes de sécurité alimentaire, le goût et l'innovation. «Nos produits sont destinés aux consommateurs locaux. Nous allons essayer de combler la demande avec des produits de qualité à des prix raisonnables pour la population», a fait savoir Violaine Hrebicek-Harel.

IMAGE À CASSER

Pour les acteurs de la filière avicole, l'enjeu actuel est de développer les réseaux de distribution pour que de plus en plus de consommateurs malgaches puissent avoir accès aux protéines de qualité et surtout de rassurer ces consommateurs. C'est un vrai combat car beaucoup de Malgache pensent que la consommation de poulet de chair n'est pas favorable à la santé. C'est une image que voudrait casser les professionnels du secteur. «Nos poulets respectent tout un alignement, de l'élevage à la production en passant par l'alimentation. Tout est suivi rigoureusement pour obtenir un produit de qualité, soucieuse de la sécurité sanitaire des aliments», souligne Naomy Ratsimiseta, de la cellule de Communication du groupe. «Les poulets de Chantecler sont nourris uniquement par des produits recommandés pour leurs alimentations. Nous garantissons des produits sans hormones et sans antibiotiques», conclut Servan Razafimahefa, la responsable communication de Panagora. ■

CHIFFRES CLÉS

3,3 kg par an
consommation africaine de viande de volaille

10% croissance
de la filière avicole à Madagascar

20 oeufs par an
consommation malgache

1 kg par an
consommation locale de poulet de chair

UN SECTEUR PORTEUR

Lors de l'atelier pour la promotion de l'aviculture organisé par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, en décembre dernier, avec le concours du MPE (Malagasy professionnels de l'élevage), la filière avicole avait été décortiquée. Il en est ressorti que l'insuffisance de formation des éleveurs constitue un blocage considérable qui handicape grandement l'amélioration de la production. Un certain dysfonctionnement est également constaté au niveau de la production et du commerce. Cela vient du fait de l'insuffisance de formation des éleveurs pour son exploitation, l'instabilité des prix sur le marché et la qualité des produits pour la sécurité alimentaire des consommateurs. Avec une croissance annuelle

de 10%, la filière avicole est une chaîne économique potentielle qui pourrait relier producteurs, éleveurs et industriels. Durant l'atelier qui a réuni les professionnels du secteur, la priorité a été donnée au développement durable des filières poulet de chair et œuf à Madagascar. Il est essentiel de réduire l'écart entre les consommateurs et les producteurs par la mise

en place d'une plateforme d'échange permanent. La formation des éleveurs est également de mise afin qu'ils assurent une meilleure production. Pour que les acteurs du secteur soient encouragés à entreprendre, la réduction des taxes a été demandée ainsi que la promotion de la culture de maïs afin de réduire les dépenses en provenances des poulets.

MIHANTA RAMANANTSOA

Créatrice de Mihanta Cosmétique

«Mettons en avant nos ressources naturelles»



Mihanta Ramanantsoa est à la tête de Mihanta Cosmétique, une marque de produits cosmétiques, à base de produits typiquement malgaches. Elle vient de lancer une nouvelle gamme destinée au grand public.

Par Andriamanambe et Mitsinjo Alisoa
Photos © Andry Randrianarisoa

Pourquoi avez-vous décidé de lancer la gamme «Elim by Mihanta cosmétique» ?
C'est une demande des utilisateurs et des utilisatrices. De nombreuses personnes connaissent l'efficacité des produits de Mihanta Cosmétique, mais beaucoup de jeunes n'ont pas les moyens d'y accéder. Le but est de mettre sur le marché une gamme plus accessible avec le même ADN que Mihanta Cosmétique : naturel, avec des ingrédients soigneusement sélectionnés et une formulation particulière.

Pourquoi avez-vous choisi d'investir et d'opter pour les ingrédients locaux ?
Madagascar est connu pour la richesse de ses matières premières. Des marques étrangères viennent pour trouver de nouvelles molécules. Elles les mettent en avant et déposent des brevets sur des plantes malgaches. Notre faune et notre flore endémiques sont nos premières richesses. Notre savoir et notre médecine traditionnelle font partie de notre ADN : pourquoi ne mettons-nous pas en valeur nos propres rituels ?

Votre mode de production est encore à une échelle artisanale. Comment affronteriez-vous l'accroissement de votre marché ?

J'ai déjà anticipé ce processus en segmentant la production. La formulation sera répartie en trois morceaux. Les personnes qui y travailleront, n'auront plus qu'à assembler les morceaux.

Quels seraient vos conseils pour ces multitudes d'artisans malgaches qui sont au seuil du développement presque industriel, face à l'accroissement des demandes ?

D'abord, il faudrait avoir une assise et se développer patiemment. Il faut voir comment réagit le marché avant de se lancer plus haut. Pour ma part, je n'ai pas vocation à devenir une grande industrie. Je pense que dans le luxe, il faut se faire désirer. Cette dimension apothicaire, réfléchie, formulation pour quelques-uns, doit rester précieuse. Il est important de s'agrandir mais de façon contrôlée.

Comment le marché du cosmétique se comporte-t-il à Madagascar ?

C'est un marché qui est en train d'exploser. Maintenant de nombreuses marques se lancent dans différents segments. Je pense à Soanala, Violette, Masoala, etc. et c'est une très bonne chose parce qu'on est vraiment dans une démarche de valorisation de tout ce qu'on a et de ce qui nous est propre. Personnellement, je pense que la clé de notre réussite est de ne pas vouloir copier les Occidentaux.

Comment faire pour vulgariser à une échelle plus importante, les soins et les rituels qui font parties de nos traditions ?

Au départ, j'ai eu du mal à convaincre les nationaux car ce sont plutôt les étrangers qui ont été mes premiers clients. Ce qui était un peu triste. Je voulais faire connaître nos richesses alors que nous, Malgaches, nous avons tendance à dévaloriser ce que nous avons. Mais maintenant, on perçoit un changement sur le marché. Il y a vraiment un retour sur l'authentique, la valorisation du "vita malagasy" à travers des soins qui conviennent à nos types de peau qui sont un peu particuliers. Je crois qu'il y a une prise de conscience et qu'on évolue de plus en plus vers une citoyenneté responsable.

Madagascar est appelé à s'ouvrir. Comment est-ce que vous percevez à travers Mihanta Cosmétique cette ouverture économique ?

Ce processus nous oblige à être les meilleurs. Les meilleurs perdureront. Ceux qui réussiront, ce sont ceux qui ont une vraie valeur ajoutée, une vraie histoire et une vraie identité. C'est un capital qu'il nous faut valoriser. Personnellement, je n'ai pas peur de la concurrence et du marché. Je cherche toujours à être la meilleure, à innover et à réfléchir sur comment améliorer encore plus la visibilité à travers un plan marketing. Elim by Mihanta Cosmétique n'a pas du tout les mêmes formulations que Mihanta Cosmétique qui vise un segment haut de gamme. L'approche marketing doit être différente. J'ai décidé d'externaliser la force de vente avec un partenaire. C'est un vrai tournant pour Mihanta Cosmétique. Cela n'a pas été facile, mais il fallait agir différemment : vu que c'est une marque grand public donc il faudra emmener le produit vers le grand public.

Quelles sont donc vos perspectives à court et à moyen terme ?

À court terme, l'essentiel est de réussir le lancement d'Elim by Mihanta Cosmétique. Comme je l'ai dit, ça sera une nouvelle façon de fonctionner et un vrai défi. Il a été difficile de le mettre sur les rails car il a fallu mobiliser un investissement important. Mais, c'est sur le long terme que je cherche vraiment à durer. Pour

Mihanta Cosmétique, il s'agit de continuer le développement dans des points de vente choisis. Je vise beaucoup plus d'hôtels, hauts de gamme, des points de vente plus pertinents et puis attaquer les provinces. Tout cela devrait se faire cette année. J'ai aussi l'ambition de développer le réseau à La Réunion et, peut-être, à l'île Maurice. En 2018, au Mihanta Cosmétique, nous avons un peu testé le marché. Il fallait être visible. C'est tout un travail de fournis que l'on a effectué sur terrain. Maintenant, on commence quand même à être visible mais ce développement doit se poursuivre. Cependant, je fais très attention à la façon de croître mes activités. Je ne suis pas pressée, je pense qu'il faut mettre un pied devant l'autre. Il faut amortir aussi les chocs, puisque ce n'est pas facile de se développer.

Est-ce que cette démarche peut être appliquée pour d'autre structure et pour d'autres secteurs ?

Je pense que oui. Ma conviction est que le développement doit être local. Il ne faut pas essayer d'aller partout et tout de suite ! C'est peut être une question de moyen mais aussi de pertinence. J'œuvre pour promouvoir des rituels de beauté malgache et une façon de faire qui a un ADN qui prend sa source dans nos traditions de beauté, enrichies par des connaissances en tant que pharmacienne et en tant que phyto-aromathérapeute. J'ai vocation à être ancrée à Madagascar et à être leader dans mon segment.■

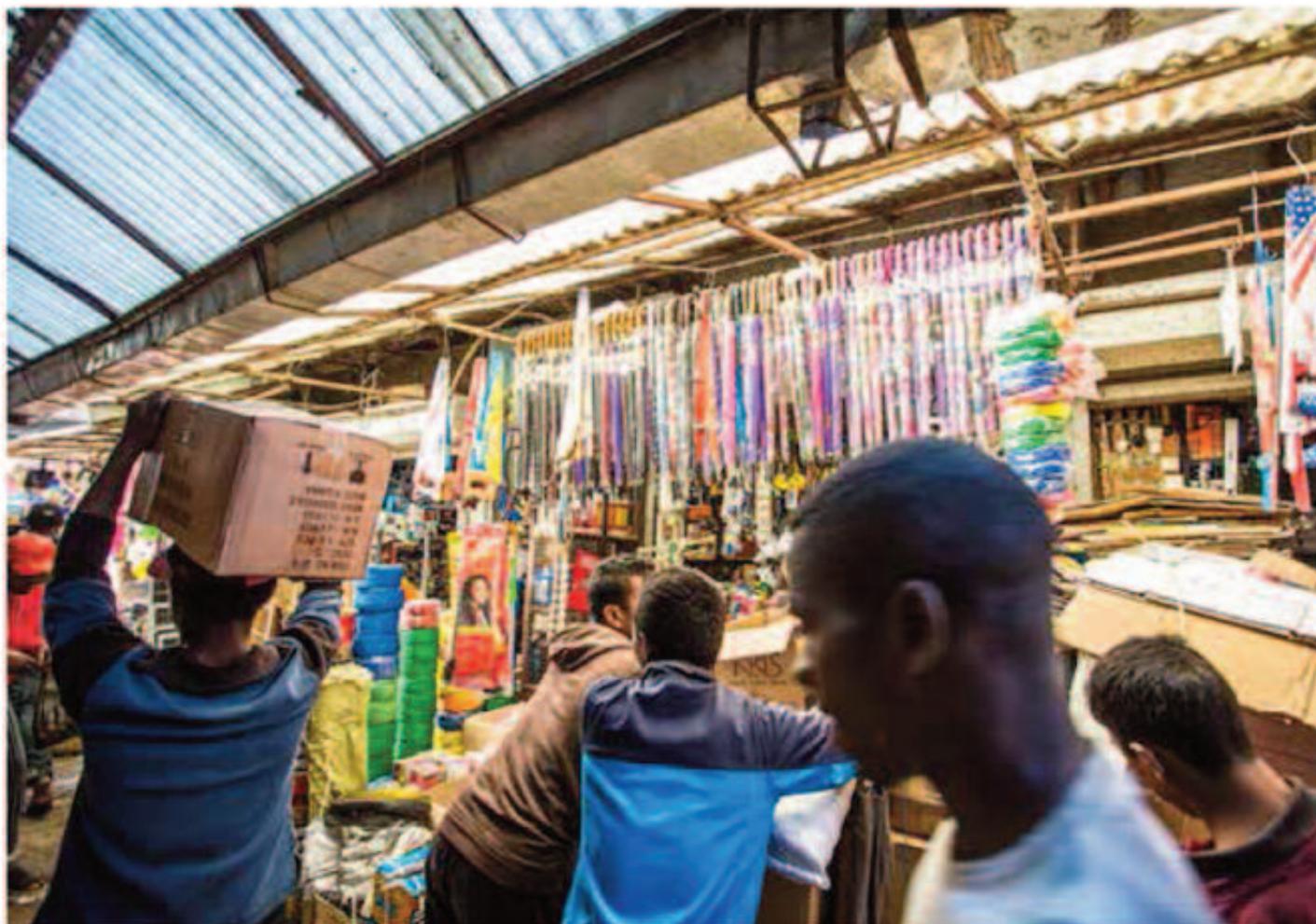
► TEXTO

COSMÉTIQUE

Madagascar, un grand « coffre-fort »

La Grande île est un « coffre-fort », voir une « terre promise », qui n'a pas encore fini de relever ses secrets. De nombreuses espèces végétales n'ont pas encore été répertoriées et leurs vertus ne sont pas tous connues : on dénombre plus de 12 000 espèces dont 80% endémiques. Madagascar est un point stratégique pour les grands laboratoires. Les fabricants l'ont bien compris et étudient la pharmacopée traditionnelle pour dénicher la perle rare. Plus de 6 500 plantes malgaches sont ainsi connues pour leurs vertus médicinales. Le développement du marché mondial des cosmétiques est une aubaine pour les communautés locales et pour l'économie en général.





DÉVELOPPEMENT DURABLE

La consommation face au défi de la durabilité

La responsabilité environnementale des entreprises est l'un des trois piliers de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE), ainsi que du développement durable au en leur sein.

Par Julie Raharisoa

Aujourd'hui, la gestion des risques environnementaux est fondamentale pour le développement durable des entreprises. L'optimisation de la gestion de l'eau tout comme le tri et le recyclage des déchets ainsi que la promotion d'un mode de production et de consommation soucieux de l'environnement sont au cœur des préoccupations des entreprises et des consommateurs, bien évidemment.

CONSOMMATION DURABLE

Les entreprises qui cherchent à avoir un impact positif sur la société contribuent à

leur niveau et à leur façon à préserver l'environnement. Le groupe Star est une entreprise agroalimentaire – un des leaders de son domaine – qui produit diverses boissons destinées à toutes les catégories de clients : enfants, jeunes, adultes, hommes et femmes. Elle s'attaque, cette fois-ci, au mode de consommation. Dans un souci de préservation des ressources sur le long terme, cette société a lancé depuis le mois d'avril une campagne de communication pour une consommation « responsable et engagée ». Il s'agit d'inciter les consommateurs à prioriser l'achat des produits en format verre. En effet, le verre est une matière qui a une durée de vie plus longue.



Il peut être réutilisé à souhait et recyclé. Il s'agit de donner une seconde vie aux bouteilles. Au sein de cette société, les bouteilles en verre sont utilisées au moins vingt fois avant leur destruction. Par ailleurs, 80% des produits Star sont proposés en verre. « *Opter pour le packaging en verre est d'ores et déjà une contribution à la préservation de l'environnement. L'objectif est ainsi de privilégier une habitude de consommation plus respectueuse de l'environnement* », soutient Karine Razafindrakoto, Coordonnateur communication de la Star.

BOUTEILLES EN VERRE, AUX MULTIPLES AVANTAGES

L'utilisation des bouteilles en verre pré-

sente de multiples avantages. C'est l'un des rares emballages réutilisables et recyclables. Il ne se décompose pas en produits chimiques nocifs dans la terre ou les océans. Le recours à cette solution présente nombreux avantages décisifs aussi bien pour les entreprises que pour les consommateurs. Pour les entreprises, d'un point de vue financier, les économies réalisées en recourant à un tel mode de consommation ne sont pas négligeables. Un tel geste met en jeu la réputation des entreprises et ce qui est déterminant pour leur image auprès de la société et auprès de leurs partenaires. En effet, de telles entreprises sont considérées comme innovantes et cela leur permet de se démarquer de la concurrence.

Pour les consommateurs, cela leur permet de contribuer à préserver l'environnement tout en achetant des produits moins chers car avec ce système, ils n'achètent que le liquide.

LA SUITE D'UNE ACTION ENGAGÉE

Ce n'est pas pour la première fois que la Star confirme son engagement envers l'environnement par un tel geste écologique, essentiel pour la préservation de l'environnement. En avril 2018, la société a déjà lancé la grande campagne « *mahazoa vola izao dia izao* » pour permettre aux consommateurs, aux points de vente et partenaires de la Star, notamment les grossistes, de générer de l'argent en rapportant les bouteilles et cagets vides et par la même occasion de participer à ce geste écologique. Par ailleurs, pour montrer son engagement vis-à-vis de la société et l'environnement, cette société travaille en collaboration avec une association dans le cadre d'un projet visant à réduire l'utilisation des bouteilles plastiques et réalise chaque mois une sensibilisation sur les réseaux sociaux. « *Des normes sont requises en matière de recyclage de bouteilles en plastiques. Près de 140 tonnes de plastiques circulent à Madagascar. L'objectif final est de créer une chaîne de valeur afin de mieux maîtriser les déchets plastiques. Mais cela requiert une collaboration avec les associations et ONG* », conclut Karine Razafindrakoto. ■

ENVIRONNEMENT

Un usage soutenable des plastiques souhaité

Vu les enjeux, le remplacement progressif des bouteilles en plastique par des solutions plus durables, en l'occurrence les bouteilles en verre, doit être encouragé par l'État. Le pays devrait se doter d'une stratégie politique pour un usage soutenable des plastiques. Madagascar ne dispose pas encore d'une politique claire en matière d'utilisation des plastiques et en matière de gestion des plastiques. Les recyclages se tiennent dans le

cadre de projets communautaires, tel qu'un projet de collecte de déchets au profit de femmes issues du milieu défavorisé. Mais il s'agit d'une goutte d'eau, parce que peu d'emballages en plastiques sont valorisés et recyclés. Et, étant donné que le coût du recyclage est très cher, les initiatives sont rares. Or, l'État peut recourir à plusieurs possibilités afin de limiter et gérer l'utilisation des bouteilles en plastiques. L'une d'entre elles consistera à créer une contribution spécifique intégrée dans le prix de vente unitaire de chaque bouteille

en plastique. Elle alimentera un fonds d'investissement dédié à l'accompagnement des transitions industrielles afférentes à la suppression progressive des bouteilles en plastique. Un geste fiscal, à travers la mise en place des avantages fiscaux au profit des entreprises qui engagent les transitions industrielles vers l'utilisation de verre est également envisageable. Ce n'est que quelques exemples parmi une multitude de solutions envisageables. Mais tout dépend avant tout d'une volonté politique de s'engager réellement en

faveur de la préservation de l'environnement. Un exemple pour s'en convaincre : avec l'adoption du décret daté du 3 janvier 2017 relatif à l'interdiction des sacs et sachets plastiques d'une épaisseur inférieure ou égale à 50 microns, le pays a franchi une de grandes étapes en matière de gestion et élimination des plastiques. Toutefois, force est de constater que le suivi de l'application de ce décret est presque inexistant.



VIE DU SIM MAI-JUIN

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SIM PASSATION ENTRE FREDY RAJAONERA ET AMIRALY HASSIM



LA NÉGOCIATION SALARIALE À LA RÉUNION DES PARTENAIRES SOCIAUX À AMBOHITSOROHITRA

Le 29 avril, SEM le Président de la République s'est entretenu à Ambohitsohitra avec les partenaires sociaux et les groupements du secteur privé dont le SIM, pour discuter des négociations salariales à Madagascar. Les résultats de cette réunion furent que le salaire minimum mensuel d'embauche sera fixé à 200 000 ariary à compter du 1er mai 2019 ; les salaires des différentes catégories socio-professionnelles seront discutés au niveau des branches d'activités ou des établissements et les partenaires sociaux s'engagent à entamer des discussions sur les catégories socioprofessionnelles ainsi que sur les modalités de flexibilité du temps de travail au niveau du Conseil national du travail.

VOYAGE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À PARIS

Une délégation malgache conduite par SEM le Président de la République a effectué un déplacement à Paris afin de rencontrer les patrons du Mouvement des entreprises de France (Medef). Amiraly Hassim, Président du SIM, a fait partie de cette délégation spéciale. Ensemble, ils ont rencontré les patrons des industries françaises afin de promouvoir des partenariats pour l'industrie malgache, mais également pour chercher des investisseurs pour le pays.



MUTUALISER LA GESTION DES DECHETS

Le SIM a participé à l'atelier de travail sur la mutualisation de la gestion des déchets (PET plastique, huiles pneus et batteries usagées) entre les six îles de l'océan indien. Cet atelier a été organisé par l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI) les 17 et 18 juin à Maurice.

VILLES DURABLES EN QUESTION

L'évènement est destiné aux entreprises et organisations actives dans le secteur de la ville durable en milieux publics, partenaires du développement, secteur financier, écosystème des entreprises de l'océan Indien dans les domaines de la ville durable comme l'économie circulaire, les transports, la construction verte, les énergies renouvelables, la mobilité, la connectivité.

LE LABEL «MALAGASY NY ANTSIKA» PRÉSENT À LA FIM 2019

Le SIM a participé à la quatorzième édition de la Foire Internationale de Madagascar (Fim) qui s'est tenue à la zone Forello Tanjombato du 23 au 26 mai. Durant les quatre jours de cet événement, le SIM a fait la promotion de son label Malagasy Ny Antsika au sein du stand de Procom. Cet événement a permis au SIM d'expliquer les tenants et les aboutissants du label «Malagasy ny antsika», d'une part, et, d'autre part, de faire connaître les activités du SIM. Des hautes personnalités de l'État (ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat), des entreprises et des étudiants ont figuré parmi les visiteurs du stand du SIM. Au total, 11 membres du SIM étaient présents lors de ces quatre jours successifs de la FIM 2019.



FELA RAZAFINJATO

Présidente du Centre Sembana Mijoro

« Collaborer avec les industriels pour améliorer l'insertion des personnes en situation de handicap »



« Il n'y pas de vie par procuration, chacun doit agir ». C'est dans cette optique que le Centre Sembana Mijoro avance dans le développement de relations gagnant-gagnant entre les individus en situation de handicap et le milieu professionnel. Pour cette année le SIM a été choisi pour être le parrain du centre. Fela Razafinjato, sa présidente-fondatrice nous partage l'esprit de cette collaboration.

Par Van Lee Behaja

Photos © Felana Rajasoniravelo / Fireflies

Quel est l'objectif du partenariat établi entre le SIM et le Centre Sembana Mijoro (CSM) ?

Le CSM a conclu une convention de partenariat avec le SIM qui va durer un an à compter du mois de janvier 2019 jusqu'à la fin de l'année. Ce partenariat se traduira en appuis techniques et financiers. La réhabilitation des infrastructures dans le centre, à Ambohibao, sera prise en main par le SIM. Il va également entretenir le bus scolaire qui se charge du transport des personnes en situation de handicap prises en charge au niveau du centre. Le SIM va nous offrir des pneus de rechange pour assurer une meilleure sécurité routière de

l'autobus. Comme tous les ans, au mois de juin, à l'occasion de la célébration de la date de son anniversaire, le centre a organisé une levée de fonds à travers un " déjeuner de solidarité ". En tant que parrain, le SIM a été présent à cet événement. Au passage, nous remercions le Syndicat de nous avoir aidés dans la vente de billets.

Comment cette initiative a-t-elle vu le jour ?

La collaboration avec le SIM fait suite à la mise en place du projet d'autonomisation économique des femmes handicapées de l'Association des femmes

handicapées de Madagascar (Alham), dont l'objectif se focalise sur l'auto-emploi et le salariat, en contournant les éventuelles contraintes rencontrées par les personnes en situation de handicap par rapport à leur situation. Le défi actuel est l'intégration socioprofessionnelle de ces personnes. Dans ce sens, nous avons adopté comme perspective la collaboration avec les industriels, les entrepreneurs et les groupements économiques comme le SIM.

Sur le chapitre de l'autonomisation des personnes en situation de handicap, quels sont les défis dans la société malgache ?

Une étude commanditée par l'Alham a mis en relief que sur 200 personnes en situation de handicap enquêtés, 5% ont un travail, 10% sont en situation de chômage et 85% ne réussissent pas à s'intégrer dans le milieu professionnel. Une étude effectuée en interne au sein de l'Alham a montré que sur 386 membres enquêtés seuls 5% ont un travail stable. La plupart évoluent dans le secteur informel pour survivre. Pour la plupart, elles sont

couturières. Sur le long terme, l'enjeu est de trouver une collaboration avec les industriels pour améliorer l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, après les formations que nous offrons en amont.

Qu'en est-il de l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap ?

"Il n'y a pas de vie par procuration, chacun doit agir". C'est l'une de nos devises au sein du centre dans l'éducation de ces jeunes. Sembana Mijoro est un passage qui améliore les compétences et qui offre aux jeunes en situation de handicap les capacités indispensables dans leur insertion dans la vie professionnelle. Le centre donne les outils pour transformer le négatif en positif, le passif en actif. La collaboration avec le SIM est un grand pas pour le centre en matière d'insertion des jeunes en situation de handicap dans le milieu professionnel, notamment dans le monde entrepreneurial malgache.

Concrètement, quelles sont les perspec-

tives pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap ?

Nous sommes extrêmement optimistes sur les perspectives offertes à ces jeunes en situation de handicap. Soyons clairs : nos jeunes ne sont pas forcément dotés d'aptitudes exceptionnelles pour certaines tâches, toutefois ils peuvent gérer des activités qui leurs sont adaptées comme les travaux à la chaîne, l'emballage ou l'emballage, etc. L'objectif du CSM est d'abord de soutenir et d'aider ces jeunes en situation de handicap à avoir un travail décent qu'ils peuvent assurer selon leurs compétences et leurs capacités. Grâce à un accompagnement adapté et une formation adéquate, des personnes en situation de handicap, même celles qui souffrent de handicaps lourds, peuvent intégrer pleinement le monde du travail. De nombreuses personnes membres de l'association et du centre ont fait preuve de cette capacité et de cette aptitude extraordinaire à mener à bien les tâches et les responsabilités qui leurs sont confiées. ■

Ya'nao

tena tsara be !
antsika Malagasy
manome hery



Ar 600

SÉMINAIRE EN CROISSANCE PERSONNELLE

DEVENEZ « INVINCIBLE »



Dans sa mission de promouvoir la croissance personnelle à Madagascar, Toky Rajaona avec Masterlife ne cesse d'innover. Vous vous êtes probablement demandé comment accroître votre performance professionnelle et comment concrétiser vos rêves personnels ? Dépassement de soi, volonté d'aller de l'avant, de faire toujours mieux, se surpasser, etc., ces désirs vous animent mais que votre quotidien vous pousse à perdre espoir, à avoir peur et à douter? Ou manquez-vous parfois de la confiance en soi? Les réponses et les outils seront donnés par « Invincible », un séminaire de deux jours qui se déroulera les 27 et 28 juillet prochains. Ce séminaire permettra de libérer votre pouvoir intérieur.

CULTIVER L'AUDACE

Entre 25 et 40 ans, nous faisons souvent face à un tournant, aussi bien personnel que professionnel. C'est une entournure qui nous demande de la performance et exige de notre part des résultats. Bien souvent, cette période assoit notre futur succès ou un échec passager. Le séminaire Invincible donnera donc les outils pour pouvoir affronter ce passage important et crucial de la vie. Le séminaire va accompagner les participants à cultiver l'audace pour vivre heureux et épanoui notamment à travers la connaissance de soi, la maîtrise de soi et la confiance en soi.

SÉMINAIRE DISRUPTIF

Pour répondre aux défis de cet âge charnière, le contenu du séminaire sera accessible, riche en outils, interactif et ludique. L'approche s'inscrira sur trois niveaux : des connaissances à partager, des prises de conscience ainsi que des clés appli-

cables de suite. Le séminaire sera résolument immersif avec des thérapies et des séances coaching en live. S'étalant sur près de 20 h, le séminaire s'annonce disruptif. Avec une approche innovante, terre à terre et réaliste, Invincible sera un événement riche en contenus. Au programme : thérapie, coaching en live, expérimentations, défis, partages, rencontres et networking. Ce qui contribue, d'ailleurs, au caractère unique et dynamique de cet événement.

RECHERCHES ET EXPÉRIMENTATIONS

Comment redonner du sens à sa vie ? Comment mieux se connaître ? Comment identifier ses valeurs personnelles ? Comment connaître ses limites, dépasser ses peurs, ses doutes, ses pensées négatives pour enfin devenir soi et réaliser ses rêves ? Qu'est-ce que je veux devenir ? Quelle est ma vision?.... voilà quelques-unes des questions auquel les participants au séminaire répondront. Par ailleurs, l'intervention de « guest speakers » de renom, des experts dans leurs domaines respectifs, marquera l'événement. Invincible est la résultante d'une dizaine d'années de recherches, d'expérimentations, d'expériences holistique pour enrichir votre carrière, vos affaires, votre énergie et surtout votre psychologie à travers des exercices et des partages synthétiques et pragmatiques. « A la fin d'Invincible, vous pourrez faire face aux défis quotidiens auxquels vous serez confronté. Vous vous sentirez invincible à condition de faire usage des clés et de passer à l'action », promet Toky Rajaona, Thérapeute et fondateur de Masterlife.

N'AYEZ PLUS PEUR D'AFFRONTER LES ÉCHECS ET D'ALLER DE L'AVANT

«Réduisez la distance entre ce que vous êtes aujourd'hui, et ce que vous voulez devenir. Le séminaire va vous aider à bâtir une vie et une carrière avec plus de sens, plus d'engagement et plus de résultats. Vous n'aurez plus peur d'affronter les échecs et d'aller de l'avant. Que vous souhaitiez développer votre carrière, lancer votre entreprise ou vivre de votre passion, vous aurez les outils pour votre croissance personnelle ».

Toky Rajaona
Thérapeute et fondateur de Masterlife

LES MEILLEURES DES APPROCHES

PNL (Programmation neurolinguistique), maïeutique de Socrate, thérapie brève, thérapie par le jeu, ludo-andragogie, musicothérapie, coaching comportemental, réduction du stress basée sur la pleine conscience et méditation en pleine conscience.

LES 7 DIMENSIONS CIBLÉES PAR



AU PROGRAMME

- Jour 1 : Transformer la peur en pouvoir
- Jour 2 : Se reprogrammer à la réussite

INFOS ET INSCRIPTION

+261 34 04 005 55

INSCRIPTION EN LIGNE

www.masterlife.mg/invincible

SUIVEZ L'ÉVÈNEMENT SUR LA PAGE

 TokyRajaona



SURTAXE À L'IMPORTATION

Des mesures vigoureuses pour doper l'industrie locale

Après des années de détresse, les producteurs locaux et les transformateurs nationaux ont été entendus. Au mois d'avril, un décret ministériel est sorti : trois produits sont frappés de mesures provisoires visant à leur imposer des droits supplémentaires à l'importation.

Par Rida Nasirjo

Pâtes alimentaires, détergent en poudre et couvertures. Ces trois produits seront dorénavant frappés de droits supplémentaires à l'importation, après de décennies de bataille. Ces trois produits ont toujours représenté la gabegie régnante dans le marché intérieur malgache. C'est un pas d'accompli pour le SIM qui n'a cessé de porter la voix de ces entreprises, longtemps victimes de concurrence déloyale.

ENQUÊTES OUVERTES

« Ces mesures provisoires ont été prises après l'ouverture d'une enquête demandée par les entreprises en question. Désormais, un droit de douane additionnel de 39% pour les détergents importés, 41% pour les couvertures importées et 30% pour les pâtes alimentaires seront appliqués sur ces produits jugés en

concurrence avec les produits malgaches », explique Barthélemy, Directeur général de l'Autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales (ANMCC). Des enquêtes ont été ouvertes en 2018. Les techniciens de l'ANMCC ont pu constater les faits avant de sortir cette initiative. Selon la législation internationale sur les mesures de sauvegarde, une mesure définitive devrait être sortie 200 jours après la sortie des mesures provisoires. Cette mesure définitive définira si le taux de surtaxe sera maintenu, s'il sera revu à la hausse ou à la baisse. Actuellement, une commission est en place pour l'étudier de près.

NÉGOCIATIONS

La commission émettra une décision en prenant en considération trois points essentiels : le pouvoir d'achat des consom-

mateurs, l'intérêt des producteurs locaux et l'intérêt des pays concernés. « Des émissaires des pays concernés par les futures mesures à prendre ont entamé des négociations dans ce sens. Maurice, l'Égypte et l'Indonésie nous ont contactés pour trouver un terrain d'entente. Il est clair que de telles mesures affectent leur économie, mais le rôle de l'ANMCC est de considérer avant tout l'intérêt de l'économie malgache, confie Barthélemy. Ces pays ont proposé que la mesure soit levée, en contrepartie d'un appui, en forme de renforcement de capacité et d'investissement à Madagascar. » Après la sortie d'un projet de mesure définitive, les pays concernés pourront consulter une dernière fois l'ANMCC, dans les dix jours de la sortie du projet. Si aucune réclamation n'est effectuée, la mesure deviendra alors définitive.

IMPACTS

Dans tous les cas, cette mesure est en train de changer le paysage industriel à Madagascar et redonne un coup d'accélérateur à ces trois secteurs. Une unité de production de détergent sera fonctionnelle à partir de ce deuxième bimestre, nous a-t-on dévoilé. C'est un opérateur national spécialisé dans l'importation du même produit, mais qui a décidé de se convertir dans la production depuis l'annonce d'un climat plus favorable à la production locale, qui est à l'origine de cette initiative. De même, des fabricants de nouilles et de pâtes alimentaires sont prêts à investir. C'est à peu près le même schéma : il s'agit d'investisseurs indonésiens qui se rendent compte que dans de telles conditions, il serait plus intéressant de fabriquer les denrées au lieu de les

importer. « Ce qui contribuera à la création d'emplois et à limiter la sortie des devises pour l'importation », explique fièrement le DG de l'ANMCC. Si pour les pâtes alimentaires et les détergents en poudre, les mesures annoncées ont conduit à des comportements et impacts positifs, pour la couverture, les résultats diffèrent. Selon le DG de l'ANMCC, les importateurs ont contourné les mesures. « Au lieu d'importer des couvertures toutes faites, ils ont fait venir des rouleaux de tissu polyester qu'ils assemblent et finissent sur place, déplore notre interlocuteur. Ce qui n'est pas une activité interdite, bien sûr, mais n'est toujours pas favorable au producteur national. Nous sommes en train de prendre ce paramètre en considération dans la formulation des mesures définitives. »

DEMANDES

Actuellement, six autres demandes d'enquête ont été déposées au niveau de l'ANMCC. Une porte sur une suspicion de dumping (pratique illégale et interdite qui consiste à vendre un produit à l'étranger à un prix inférieur au prix pratique sur le marché national) sur des produits de lait concentré venant de Malaisie. Dans ce cas, la mesure anti-dumping est plus précise : si le cas est avéré, seuls les produits concernés du pays en questions seront touchés par les droits additionnels. Pour le cas du lait concentré de Malaisie, la mesure provisoire sortira au mois de juillet, après enquête approfondie de l'ANMCC. En tout cas, les mesures, provisoires soient-elles, permettent d'asseoir l'autorité nationale sur les produits spécifiques et très populaires. ■

CHIFFRES CLÉS

654 millions de dollars (CAF)

Importations en denrées alimentaires lors des cinq premiers mois de 2019

1 054,2 millions de dollars (CAF)

Importations en produits énergétiques lors des cinq premiers mois de 2019

1 133,4 millions de dollars (CAF)

Importations en équipements lors des cinq premiers mois de 2019

1 549,7 millions de dollars (CAF)

Importations en matières premières lors des cinq premiers mois de 2019

Sources : Direction générale de la douane

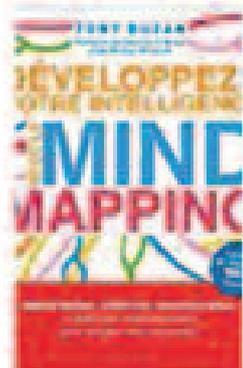
REMPART POUR LES PRODUCTEURS NATIONAUX

Nous l'avons souvent relayé dans les colonnes d'Expansion Madagascar, depuis 2017, l'ANMCC s'est chargée de trouver des moyens de réduire les impacts des produits importés sur la compétitivité des produits locaux. Les trois produits mis en cause sont symboliques. Par exemple, les importations de détergents en poudre n'ont cessé de grimper : en seulement quatre

ans, elles sont passées de 1 800 tonnes, en 2013, à 15 000 tonnes en 2017. En parallèle, la capacité locale s'est contractée : les industries locales n'ont produit que 150 tonnes contre 400 tonnes auparavant. Le secteur des couvertures subit les mêmes contrecoups : la Somacou, la seule industrie de couverture du pays ne produit plus que 200 000 couvertures par an

contre 1 200 000 il y a encore sept-huit ans. En cause, l'importation massive de couvertures venant de Chine. La mise en place de l'ANMCC, en 2017, a été considérée comme une bouée de sauvetage. Elle répondait à un contexte économique de plus en plus défavorable aux industriels locaux. Cette autorité nationale a pour objectif d'élaborer les réglementations

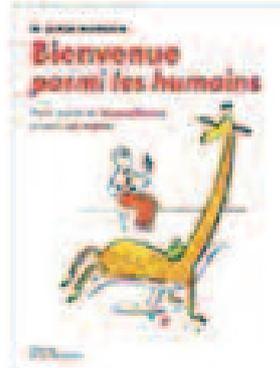
nationales, de mener les enquêtes afin d'appliquer les mesures correctives commerciales afin de protéger les producteurs nationaux ou les branches de production nationales face aux pratiques commerciales préjudiciables à leur égard.



LES POUVOIRS DE L'ESPRIT

Fondé sur l'utilisation d'arborescences de mots destinées à représenter et développer une idée, le Mind Mapping permet de stimuler de manière spectaculaire l'intelligence, la créativité, la communication, la concentration et la mémoire. Dans cet ouvrage, Tony Buzan, le maître incontesté du Mind Mapping vous fait découvrir les origines de la cartographie mentale et les secrets de son efficacité ; les techniques illustrées pas-à-pas, destinées tant aux débutants qu'aux Mind Mappers plus expérimentés pour élaborer vos propres cartes mentales et tous les conseils pour booster votre créativité, structurer vos idées, mieux mémoriser, convaincre ou encore négocier efficacement.

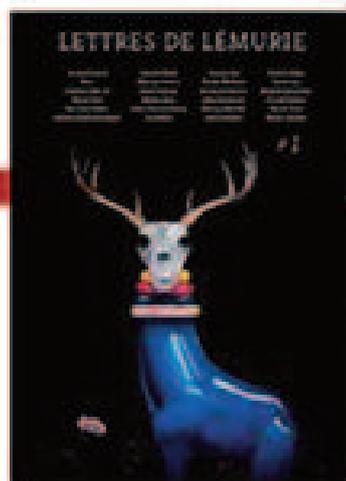
Développez votre intelligence avec le Mind Mapping : Mémorisation, créativité, communication : la méthode révolutionnaire pour booster vos capacités | de Tony Buzan - Nilis - 226 pages



ÊTRE BIEN ET ÊTRE BIENVEILLANT

Cet ouvrage est un trousseau de clés pour la bienveillance. Avec des fables inédites, pleines de poésie, Serge Marquis dépeint la nature humaine et donne sa vision du bonheur. Poursuivant sa quête infatigable, il apporte un nouvel éclairage sur l'ego avec le ton décalé et la tendresse qui le caractérisent. La Ruche, La Truite et le Clochard, Onésime et Leska, La Chouette et l'Éponge, L'Ultime et le Vieillard, La Luciole et l'Éphémère... Ces perles de sagesse, ponctuées par des clés, sont autant d'invitations à observer les péripéties de l'ego : narcissisme, perfectionnisme, orgueil, exigence, anxiété, déprime, culpabilité, besoin d'être aimé...

Bienvenue parmi les humains, petit traité de bienveillance envers soi-même de Serge Marquis - La Martinière - 192 pages



Lettres de Lémurie - Édition Dodo Volé - dodovole@yahoo.fr

TEMPS LIBRE

BOUQUET DE LITTÉRATURES

L'idée des Lettres de Lémurie est née dur les marches du Salon du livre des Comores - océan Indien, en 2017. La philosophie de la revue est de « mettre ensemble les énergies pour sortir des insularités ». Lettres de Lémurie propose des textes inédits d'auteurs du Sud-ouest de l'océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, La Réunion) ou des textes de tous horizons concernant la Lémurie : un continent mythique dépositaire d'un rêve d'une humanité « lémurifique ». Par cette forte charge symbolique, les promoteurs du projet souhaitent inverser la perspective coloniale toujours vivace avec des auteurs contemporains et faire des îles du bout du monde l'origine sinon le prétexte. Le premier numéro a été lancé lors du Salon Étonnants Voyageurs à St-Malo en mai 2018. 24 auteurs, dont des Malgaches, y ont contribué.



Je m'abonne au magazine **Expansion Madagascar** pour :

- Offre découverte - 3 numéros - **15 000 ar** (soit 5 000 ar le numéro)
- Offre privilège - 6 numéros - **28 000 ar** (soit 4 666 ar le numéro)
- Offre premium - 12 numéros - **52 000 ar** (soit 4 333 ar le numéro)

Civité Mta Mna M

Nom _____

Prénom(s) _____

Société _____

Ville _____ Pays _____

E-mail _____ Téléphone _____

Adresse _____

A remplir et à renvoyer à l'adresse
12, rue Rainovo, 1^{er} étage, Antsahavela, Antananarivo 101, Madagascar

L'AVENIR, C'EST QUAND VOS IDÉES DEVIENNENT UNE OPPORTUNITÉ

Chaque année,
nos conseillers spécialisés
aident plus de 1 000 entreprises
à développer leurs activités
grâce à nos crédits de
trésorerie

Parlez-en à votre conseiller

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIETE GENERALE
MADAGASIKARA**



FIARO

VENTURE CAPITAL

- SINCE 1988 -

***Pour
ceux qui
aiment
l'action***

Depuis 30 ans, nous finançons
vos projets d'entreprises

direction@fiaro.net - www.fiaro.net

Antananarivo Madagascar